

***l'Anti*capitaliste**

n°265 | 20 novembre 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**Inégalités
et violences,
ça suffit !**



FÉMINISTES ET ANTICAPITALISTES

tant qu'il le faudra !

Dossier

Combattons
toutes les violences
faites aux femmes

Pages 6 et 7



ÉDITO

Abroger Sarkozy
Page 2

PREMIER PLAN

Israël-Palestine : Jérusalem,
capitale de l'apartheid
Page 2



ACTU POLITIQUE

Budget : «frondeurs»
mais pas opposants
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Victoire au palace Royal Monceau :
entretien avec deux grévistes
Page 12



édito

Par CÔME PIERRON

Abroger Sarkozy

« Mais enfin, si ça vous fait plaisir, franchement, ça coûte pas très cher. » C'est dans ces termes vomissant la démagogie que le revenant Sarkozy a répondu à un parterre d'homophobes qui réclamait l'abrogation de la loi Taubira lors d'un meeting samedi 15 novembre organisé par le mouvement Sens commun, issu de la Manif pour tous...

Cerné par plusieurs enquêtes judiciaires dans lesquelles son nom apparaît, le battu de 2012 ne semble avoir comme seul recours que le retour à l'Élysée pour échapper à la justice. Il fait donc feu de tout bois – y compris en faisant des promesses intenables – pour atteindre son havre d'impunité qui passe par l'étape de la présidence de la future ex-UMP. Peu lui importe si, ce faisant, tenant des propos populistes et souvent mensongers comme le montrent plusieurs journaux, il dévalorise la « magistrature suprême », que les politiciens et la plupart des médias s'évertuent à souhaiter exemplaire de manière à cacher aux opprimés et exploités sa véritable fonction de serviteur des classes dominantes... Ces mêmes politiciens qui prêchent le respect des valeurs morales mais n'hésitent pas à flatter les plus bas instincts pour arriver à leurs buts.

Sarkozy exprime sans doute de la manière la plus caricaturale et révoltante le mépris pour la population, ce mépris qui caractérise ses semblables, issus le plus souvent des classes sociales privilégiées. Et les affaires récentes qui ont touché ministres et parlementaires, montrent que beaucoup de celles et ceux qui considèrent la politique comme un métier – à droite comme à gauche – contribuent en réalité à alimenter la crise de représentation politique qui nourrit le rejet des partis et la poussée de l'extrême droite.

Il n'y aura donc pas d'alternative, pas de nouvelle République, sans une rupture avec ces pratiques et ce système institutionnel capitaliste volontairement coupé des classes populaires et de leurs préoccupations pour mieux les asservir. Rupture aussi avec ces hommes et femmes politiques qui les incarnent. Pas de replâtrage possible, mais au contraire la nécessité de construire d'autres formes de représentation, démocratiques et auto-organisées, sans Président et sans Sénat, dans lesquelles les élus devraient rendre des comptes, seraient révocables, ne gagneraient pas plus que le salaire moyen de la population...

Alors oui, abroger Sarkozy... et tout ce système.

BIEN DIT

Il faut le dire ça, que la perte de son emploi, ça tue.

HERVÉ DUJARDIN, journaliste à la radio locale Scarpe-Sensée, à propos des conséquences sur les salariéEs du dépeçage de l'usine de papier Stora-Enso à Corbehem (Pas-de-Calais), où 400 travailleurEs ont été licenciés en 2006, et où les 350 restantEs ont reçu début septembre leur lettre de licenciement... alors que le site est viable.

À la Une

25 novembre: luttons contre toutes les violences faites aux femmes

Harcèlement sexuel et moral, insultes, agressions sexuelles, viols, violences physiques... les violences faites aux femmes sont multiformes, se cumulent et s'expriment partout: à la maison, au travail, dans la rue. Elles touchent tous les milieux sociaux. Et elles tuent: en 2013, 129 femmes sont décédées des violences de leur compagnon ou de leur ex.

Les violences faites aux femmes sont l'expression de la domination physique, symbolique et économique que subissent les femmes.

Un système patriarcal et capitaliste à combattre

Dans cette société, patriarcat et capitalisme se conjuguent: la précarité, le chômage, le sous-emploi, la prise en charge des besoins sociaux à titre gratuit (les fameuses « tâches domestiques »), les publicités avilissantes, les victimes des systèmes prostitueurs... ont un visage féminin.

Les politiques d'austérité font payer particulièrement cher aux femmes la crise du capitalisme: flexibilité grandissante du travail, destruction des services publics, attaques contre les retraites, contre le droit à la santé, baisse des subventions aux associations, etc. Tout ceci contribue à retirer toujours plus aux femmes les moyens de s'extraire des violences, les rendant plus dépendantes des liens familiaux alors que c'est au sein de la famille que la majorité des violences ont lieu.

Combattre les réacs et l'extrême droite

Lutter contre les violences faites aux femmes s'articule nécessairement au combat contre la montée des idées réactionnaires et de l'extrême droite. À la suite des manifestations contre le mariage homosexuel, les actes homophobes, notamment lesbophobes, ont augmenté.

Depuis plusieurs mois, c'est contre la « théorie du genre » que les réactionnaires se mobilisent. Pour eux, la reconnaissance de l'oppression des femmes et le combat féministe



pour l'égalité des droits sont intolérables. En promouvant une image « traditionnelle » de la famille et de la place des femmes (douces, mères, épouses, ménagères... donc forcément dominées!), ils représentent un réel danger pour les femmes.

Il y a fort à parier que cette année encore, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, on entende le petit refrain des masculinistes (ces hommes qui s'organisent pour les droits des hommes, attaquant de fait ceux des femmes) sur les hommes victimes des violences de leurs compagnes. Pourtant, bien que trop parcellaires, les chiffres sont têtus. En 2012, sur les 26 hommes morts d'homicides commis par leur compagne ou ex-compagne, 16 d'entre eux étaient auteurs de violences conjugales... Les contre-vérités ainsi véhiculées

n'ont qu'un but: nier la réalité des violences sexistes et donc le fait que nous vivons dans une société patriarcale... pour mieux la maintenir.

Un gouvernement offensif dans l'austérité, en recul sur les droits des femmes

Après avoir instrumentalisé l'égalité des droits entre les femmes et les hommes pour faire passer les reculs sociaux de sa première moitié de mandat (notamment l'ANI et la réforme des retraites), Hollande ne s'embarrasse même plus des droits des femmes. Avec le remaniement ministériel de la rentrée, exit le ministère des Droits des femmes de plein droit. Dorénavant il s'agit d'un secrétariat d'État... rattaché au ministère des Affaires sociales: tout un symbole, et pas des plus progressistes!

Si nous ne nous faisons aucune illusion sur ce ministère des Droits des femmes, sa suppression peut être analysée comme répondant à deux objectifs pour le gouvernement. Tout d'abord, resserrer l'équipe gouvernementale pour mener l'accélération des attaques antisociales de la seconde moitié d'un quinquennat bien peu populaire. Mais aussi, à nouveau et encore, envoyer des signes aux réactionnaires après les mobilisations de la Manif pour tous du printemps dernier.

Nous ne devons compter que sur nous-mêmes, et pour cela nous avons besoin d'un mouvement féministe déterminé et inclusif. Or, cette année encore, à Paris, nous déplorons que le mouvement pour les droits des femmes reste divisé. Le NPA a suivi la construction des deux initiatives, appelle aux deux, mais n'est signataire d'aucun des appels que nous jugeons trop clivants.

La bonne nouvelle, c'est que cela donne l'occasion de manifester deux fois contre les violences faites aux femmes!

Abby Taro

MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE ET À PARIS:

Samedi 22 novembre, manifestation contre les violences faites aux femmes, à 14 h 30 place de la Bastille

Mardi 25 novembre, marche de nuit féministe et non mixte contre le viol et les violences, à 18 h 30 métro Grands-Boulevards

ISRAËL-PALESTINE

Jérusalem, capitale de l'apartheid

Et soudain, les médias et les gouvernements occidentaux firent semblant de découvrir que Jérusalem était une ville « sous tension ». La preuve? Des Palestiniens attaquent des Israéliens et plusieurs morts sont à déplorer...

Une fois de plus, difficile de croire aux larmes de crocodile de nos dirigeants, sans même parler des jérémiades des officiels israéliens: depuis des décennies, la politique de l'État d'Israël à Jérusalem est connue et documentée; depuis des décennies, cette politique est guidée par trois principes: colonisation, expulsion,

discrimination. Et elle suscite la révolte, légitime, des Palestiniens.

Une explosion annoncée

« Les [récents] développements à Jérusalem-Est ont été caractérisés par l'expansion de la colonisation et un nombre considérable de maisons démolies et de Palestiniens expulsés. Israël poursuit activement,

en pratique, l'annexion illégale de Jérusalem-Est en affaiblissant la communauté palestinienne de la ville, en empêchant le développement urbain des Palestiniens et, au bout du compte, en séparant Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie ».

Mais de qui émane donc ce constat sans ambiguïté? D'un rapport rédigé... en 2009 par les 28 diplomates de l'Union européenne en poste à Jérusalem. La version actualisée de ce rapport, en 2014, dénonçait « l'accélération sans précédent de la colonisation » et alertait: « il existe un risque significatif pour que des incidents sur l'esplanade des mosquées [...] suscitent des réactions extrêmes aussi bien localement qu'à travers le monde arabo-musulman ».

À la fin du mois d'octobre, le journaliste israélien Gideon Levy s'interrogeait, dans le quotidien Haaretz: « Les arrestations massives à Jérusalem, qui n'ont éveillé aucun intérêt

en Israël, l'invasion des colons dans les quartiers arabes avec le soutien du gouvernement et des tribunaux, la négligence criminelle dont la ville est responsable – tout ceci aura un coût. Combien de temps encore les Palestiniens verront-ils leurs enfants craindre de quitter leur maison de peur d'être attaqués dans la rue par des hooligans? Combien de temps verront-ils leurs enfants arrêtés à chaque jet de pierre? Combien de temps observeront-ils l'abandon de leurs quartiers? Combien de temps consentiront-ils à leur expulsion tacite de la ville? »

Une colère qui vient de loin

Autant dire que pour quiconque observe un tant soit peu la situation à Jérusalem, nulle surprise relative aux actuelles « tensions ». Après la conquête militaire de la partie arabe de Jérusalem en 1967, les autorités israéliennes n'ont classé que 13%

Un monde à changer

STÉRILISATIONS EN INDE. Treize femmes sont décédées dans l'État du Chhattisgarh, et plusieurs dizaines toujours hospitalisées, des suites d'une opération de stérilisation en série. Un médecin avait opéré 83 femmes en 5 heures dans un hôpital désaffecté sans aucune infrastructure. Les femmes étaient opérées à même le sol et les médicaments qui leur étaient administrés proviendraient d'un laboratoire minuscule possédé par des personnes liées au parti dirigeant de l'État.

Le médecin a été arrêté, mais selon l'ONG Asian Human Rights Commission, il est loin d'être le seul responsable : en fait, ce sont les autorités qui font pression sur les médecins qui travaillent pour elles afin qu'ils respectent des objectifs chiffrés, en dépit des protestations des organisations de médecins et de la société civile. Les décès du Chhattisgarh ne sont pas surprenants : les statistiques gouvernementales elles-mêmes montrent qu'au moins 363 personnes sont mortes durant des opérations de stérilisation entre 2010-2011 et 2013-2014 et que 14 901 opérations ont échoué... Les femmes sont bien sûr les victimes quasi exclusives puisque 97,4% des opérations sont effectuées sur elles. La plupart des

femmes concernées appartiennent aux couches pauvres de la société. Elles viennent se faire stériliser en échange d'une maigre compensation : dans le cas du Chhattisgarh, les femmes opérées ont touché chacune 1400 roupies, soit environ 20 euros... Certaines familles se voient refuser des prestations sociales si elles refusent l'opération.

La stérilisation de masse des femmes est la méthode dominante de contraception en Inde et les règles légales en la matière (information des patientes, hygiène, nombre d'opérations) ne sont même pas respectées. Les autorités de l'Inde ne se donnent pas les moyens d'une véritable politique de planning familial fondée sur les droits et l'information des femmes. Un des États indiens, le Kerala, a pourtant limité la croissance de sa population en ayant eu recours à moins de stérilisations que la moyenne nationale. Le taux d'alphabétisme des femmes y est de 92%, le taux le plus élevé du pays. Comme le souligne l'Asian Human Rights Commission, il est temps pour l'Inde d'arrêter de traiter les pauvres comme des gens qui peuvent être contraints ou achetés sans être informés...

SERVICE PUBLIC **Oui, l'austérité tue!**

Ce mois-ci, deux mises en examen de directions du secteur public, la SNCF et l'hôpital de Metz, confirment malheureusement que la politique d'austérité, menée depuis des années et accentuée encore par Hollande, conduit à des accidents graves et parfois mortels.

Le 12 juillet 2013, à la gare de Brétigny-sur-Orge (91), le train inter-cités Paris Limoges déraillait, provoquant la mort de 7 personnes écrasées ou électrocutées et des blessures sérieuses à 61 autres. Nul cataclysme dit « naturel » à l'origine de ce drame, mais une catastrophe parfaitement prévisible. Tellement évitable qu'elle a conduit à la mise en examen de la SNCF et de RFF pour « blessures et homicides involontaires ». En effet, les conclusions de l'expertise judiciaire sont sans appel : « il ne s'agit pas d'un acte de malveillance, le processus ayant abouti à la désagrégation complète de l'éclisse s'étale sur plusieurs mois, 200 anomalies ont été relevées, il s'agit donc d'une défection de la maintenance ».

Pour sa part, l'expertise du CHSCT, dans un nouveau rapport rendu public ce 12 novembre, souligne « le dysfonctionnement organisationnel dû aux réductions drastiques des moyens en matériels et en personnels. Le nombre d'agents travaillant à la maintenance sur cette portion du réseau a diminué de moitié, passant de 16 en 2000 à 8 en 2012 ». Le renouvellement des voies est passé depuis



Brétigny-sur-Orge le 12 juillet dernier. DR

1985 à 500 kilomètres par an au lieu des 1000 nécessaires et réalisés auparavant... Ce rapport conclut en proposant des solutions de bon sens pour que d'autres Brétigny ne se reproduisent plus : remédier au sous-effectif chronique et au déficit de formation des agents, renforcer les tournées de maintenance et augmenter la fréquence de renouvellement des matériaux.

Causes économiques, conséquences mortelles

Ce 1^{er} novembre, à l'hôpital de Metz, un enfant de 11 ans est décédé au cours d'une simple ablation de l'appendice. Cela peut paraître incroyable en 2014, en France, dans un système de santé jugé encore performant. Une spirale d'erreurs humaines aurait causé ce décès : il semble que la décision d'opérer

ait été hâtive, ensuite que l'aorte et le foie aient été touchés au cours de l'intervention...

Ce n'est pourtant pas une simple défaillance humaine, mais bien le résultat des attaques de notre système de santé, et de leurs conséquences sur le travail de tous les personnels. *Le Quotidien du médecin* révèle que 43% des praticiens hospitaliers se disent victimes de souffrance au travail. En cause la pénibilité, le stress résultant de la crainte de l'accident, les sous-effectifs provoquant l'urgence permanente. Le loi finances 2015 prévoit une augmentation du budget des hôpitaux de 2%, alors que 4% seraient nécessaires pour maintenir les moyens déjà notoirement insuffisants de ceux-ci...

Le rapport entre ces deux drames ? Les mêmes causes provoquent les mêmes conséquences : manque de personnel, de temps, de moyens financiers, mise en œuvre de cette politique gouvernementale qui offre cadeau sur cadeau aux patrons et restriction sur restriction à tous les services publics, notre bien commun.

Un point de non-retour est atteint dans cette société quand des personnes trouvent la mort en voyageant et des enfants en entrant à l'hôpital. Les manifestations des personnels de santé, en lutte contre « l'hôstérité », montre la voie. Ne les laissons pas seuls!

Roseline Vachetta

de Jérusalem-Est comme « zone constructible » pour les Palestiniens, contre 35% pour la colonisation. Les colonies se sont développées à grande vitesse (plus de 200 000 colons aujourd'hui) tandis que les Palestiniens recevaient les permis de construire au compte-gouttes. Au cours des dix dernières années, ils en ont obtenu moins de 200 par an, alors qu'ils en ont besoin de dix fois plus pour absorber la croissance de la population. Ils construisent donc de manière « illégale » et s'exposent à des démolitions : plus de 1 200 bâtiments détruits depuis 2000 ; plus de 80 000 Palestiniens de Jérusalem vivent aujourd'hui dans des logements considérés comme « illégaux » par Israël et sont sous la menace d'un ordre de démolition. Les Palestiniens de Jérusalem ont un statut juridique particulier : ils sont porteurs d'une « carte de résident » qui leur permet, entre autres, de voter



À Jérusalem, mosquée et police israélienne. DR

aux élections municipales ou de travailler en Israël. Mais l'obtention, la conservation ou le renouvellement de cette carte est un véritable parcours du combattant, et nombre de Palestiniens

perdent leur statut de résident chaque année : dossier incomplet (douze documents administratifs sont nécessaires dans certains cas), absence prolongée, condamnations pénales... Tous les

motifs sont bons pour les déchoir de leur statut de résident. Depuis 1994, 11 000 Palestiniens ont ainsi perdu ce statut.

On ne sait donc si l'on doit rire ou pleurer lorsque l'on attend un officiel israélien s'insurger contre les récentes « violences » palestiniennes et déclarer sans sourciller : « il faut que la coexistence pacifique entre juifs et Arabes continue à Jérusalem ». La ville a fait l'objet, depuis des décennies, d'une politique de judaïsation, dont l'objectif est de contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur ce qu'Israël présente comme sa « capitale une et indivisible ». Nulle surprise, dès lors, à ce que les Palestiniens de Jérusalem se soulèvent régulièrement, comme c'est le cas actuellement. Une colère qui ne cessera que lorsque les politiques coloniales et oppressives auront pris fin.

Julien Salingue

Le chiffre

44458

C'est, d'après un rapport fait par les cinq associations intervenant dans les centres de rétention administratives, le nombre de retours forcés dans leurs pays (autrement dit le nombre d'expulsions...) prononcés à l'encontre des retenus en 2013. Ce chiffre est en augmentation de 35% par rapport à 2011, dernière année « entière » du quinquennat de Sarkozy. Quand on dit que Hollande fait pire que la droite...



Agenda

Vendredi 21 novembre, réunion publique sur la révolution syrienne, Paris. « Bombardé, massacré, chassé, le peuple syrien résiste », à 19h, espace Jean-Dame, 12 rue Léopold Bellan, Paris 2^e.

Samedi 22 novembre, rencontre de la Brèche, Paris. Avec Nicolas Dot-Pouillard et Eugénie Rébillard, auteurs de *De la théologie à la libération ? Histoire du Jihad islamique palestinien*, à 17h à la librairie La Brèche.

Samedi 29 et dimanche 30 novembre, mobilisation contre le congrès du FN, Lyon. Manifestation le samedi après-midi à 14 heures place Jean-Macé. Plus d'infos : www.alyonnousfaceaunfn.org

NO COMMENT

Aux États-Unis, ils ont la même crise que chez nous et dans le monde entier, mais ils s'en sortent, ils ne se plaignent pas toute la journée, les Américains. Il faut s'en sortir, alors ils bossent. Ici, on a l'impression d'être assisté : on ne bosse pas, on fait les 35 heures, on fait des manifs, la grève... Je trouve ça désolant.

JOHNNY HALLYDAY dans une interview à l'hebdomadaire *le Point* du jeudi 13 novembre

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



PCF

Embarrassé...

Les 9 et 10 novembre dernier, le PCF a réuni une conférence nationale en présence de 800 délégués. Conférence de travail, les délégués se sont réunis en 9 ateliers mais c'est le discours de clôture du secrétaire général Pierre Laurent qui résume l'orientation actuelle du parti et qui dénote une certaine radicalisation verbale...

Aujourd'hui le PCF est confronté à une vague d'attaques sans précédent du Medef contre le monde du travail, aidé en cela par un PS qui, au gouvernement, passe à une vitesse effarante de la social-démocratie au libéralisme. À gauche, le mécontentement et le sentiment d'avoir été trahi dominant dans l'électorat. Pour le moment c'est l'abstention ou le Front national qui profitent de cet écœurement et aussi des désillusions par rapport aux mobilisations qui ont presque toutes échoué.



C'est kankonvaou? PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Mais cette rupture avec le PS d'une grande partie des couches populaires s'accompagne aussi de pas mal de désillusions par rapport au Front de gauche, et notamment de Jean-Luc Mélenchon. La violence de ses tirades apparaît de plus en plus comme superficielle,

cachant un fond institutionnel, nationaliste et souvent très personnel, comme en témoigne son départ de la direction du PG et la formation du Mouvement pour la VI^e République M6R.

Déjà divisés sur les alliances électorales avec le PS dans de nombreuses villes, les militantEs du PCF s'interrogent désormais sur le rôle spécifique de leur parti, l'intérêt de construire le Front de gauche ou la timidité, pour ne pas dire plus, des positions et comportements de la CGT.

Durant cette conférence nationale, de nombreuses voix se sont donc fait entendre pour exiger une intervention plus visible et plus radicale du parti. Le discours de clôture a dû tenir compte de cette nouvelle situation, sans fermer la porte aux « frondeurs » socialistes et aux Verts qui restent pour la direction du PCF l'axe d'une nouvelle majorité contre la direction actuelle du PS.

Prendre en compte une base radicalisée

Pour Pierre Laurent, il faut sortir de l'impasse actuelle et passer à une étape supérieure de la contestation de ce gouvernement, avec une nouvelle majorité qui soit « vraiment à gauche » et d'ajouter : « Le constat ne suffit plus, c'est à l'action, à la construction qu'il faut passer. À tous je dis le temps nous est compté. » Dans ce cadre, il précise qu'il faut renforcer le Front de gauche et présenter partout des candidatEs aux régionales, y compris avec des candidatEs PS ou EÉLV à condition « qu'ils s'opposent à la politique d'austérité ». Quatre candidatEs par canton, soit 8 000 en tout.

Après avoir affirmé que « Manuel Valls n'est pas et ne sera jamais le Premier ministre de la gauche », Pierre Laurent propose un plan de bataille où sont mêlés la journée unitaire du 15 novembre, les 1 000 assemblées citoyennes du PCF, sa tournée de meetings en province, précisant que le collectif unitaire 3A (à l'initiative des manifestations du 12 avril et du 15 novembre et où se trouve le NPA) est « une belle réponse à ceux qui s'interrogent sur l'avenir du Front de gauche »...

Bref, un discours un peu plus radical que d'habitude, mais dominé par des généralités à la mesure de l'embarras dans lequel se trouve aujourd'hui la politique réformiste de la direction du PCF. Celle-ci doit tenir compte de sa base et en même temps ne pas rompre avec le PS, surtout sur le plan électoral. **Alain Krivine**

BUDGET « Frondeurs » mais pas opposants

Le premier round de la discussion budgétaire s'est achevé mardi avec le vote du projet de budget pour 2015 par les députés. Un texte supplémentaire d'austérité et de cadeaux au patronat a donc été approuvé par 266 voix pour (247 contre). 37 députés socialistes se sont abstenus.

Seuls les spécialistes arrivent à se repérer dans les différents épisodes budgétaires. Ce mardi 16 novembre, c'est le projet de budget de l'État pour 2015 qui a été approuvé par les députés (après les votes séparés sur les recettes et les dépenses il y a quelques semaines). Ce texte va ensuite être discuté au Sénat puis revenir pour décision finale devant les députés. Mais au fil du temps, ce budget 2014 a été modifié : le gouvernement a déposé la semaine dernière un budget rectificatif pour 2014 qui doit encore être discuté et voté par le Parlement en décembre. Mais il y a aussi le budget de la Sécurité sociale, qui a déjà été voté par les députés, modifié par les sénateurs, et va revenir prochainement devant les députés pour être approuvé définitivement.

Menu unique : les cadeaux au Medef

Les plats sont présentés différemment mais il s'agit en fait d'un menu unique. Le fil directeur, c'est le Pacte de responsabilité, qui accorde aux entreprises 40 milliards d'euros d'ici à 2017. Malgré, la baisse des dépenses publiques (de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales) de 21 milliards d'euros, il en résultera en 2015 d'après les prévisions gouvernementales un déficit public

de 4,3% du produit intérieur brut - PIB - (contre 4,4% cette année). De plus ce budget est construit sur une hypothèse de croissance de 1% en 2015 (après 0,4% cette année), hypothèse de croissance d'ores et déjà mise en doute. Durant ce marathon budgétaire, le gouvernement a eu deux problèmes : la Commission de Bruxelles et les « frondeurs » du PS. Il ne s'agit pas vraiment d'adversaires, car des deux côtés, il y a un accord avec le gouvernement sur les lignes de force de la politique. Mais pour Bruxelles, il faut se débrouiller pour afficher un déficit moins élevé. Pour les « frondeurs », il faut rendre la potion de l'austérité et de cadeaux aux patrons un peu moins amère en faisant quelques gestes « de gauche ».

Les deux jambes du gouvernement

La bande Hollande-Valls-Macron assure marcher sur ses deux jambes : pour Bruxelles, les 21 milliards de coupes budgétaires ; pour la gauche, la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu censée bénéficier aux ménages modestes pour un coût de 3,2 milliards d'euros.

Par contre, le gouvernement s'est opposé aux velléités de certains députés PS qui avaient déposé des amendements ébréchant légèrement les cadeaux au patronat.



Samedi dernier à Paris. PHOTO THÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/JEAN-PAUL ROMANI

Ainsi, les grandes entreprises ont trouvé une astuce pour bénéficier du taux supérieur du Crédit impôt recherche (qui permet de réduire leurs impôts) : elles créent des filiales juridiquement indépendantes et ainsi restent en apparence en-dessous du seuil de 100 millions d'euros (le taux du crédit est ainsi de 30% au lieu de 5%). Le gouvernement a refusé tout contrôle. Les amendements (pourtant très limités) concernant le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) et l'« optimisation fiscale » (les astuces utilisées pour payer moins d'impôt) ont également été rejetés. Les grandes entreprises vont pouvoir continuer à faire passer leurs bénéfices au Luxembourg et ailleurs !

Un mouvement contre le budget reste à construire

Comme il faut bien faire des gestes, quelques mesurette ont cependant été concédées par le

gouvernement : 45 000 emplois aidés supplémentaires pour dissimuler le chômage et une nouvelle prime à l'embauche des apprentis. Plus 200 millions pour soutenir l'investissement des collectivités locales (qui en fait ont perdu beaucoup plus) et 100 millions pour accompagner la réforme des rythmes scolaires... Mais ces « surcoûts » devront être compensés par des économies supplémentaires dans les administrations !

Les « frondeurs » ont donc continué à « fronder », c'est-à-dire à ne pas s'opposer. Du coup, Gattaz repart à l'attaque et demande la suppression de l'impôt sur la fortune : pourquoi se gêner ? Les sommets syndicaux sont aux abonnés absents ou négocient des reculs. Il faudra d'autres manifestations du 15 novembre, bien plus nombreuses, bien plus déterminées, et des luttes sociales, pour que ça change. **Henri Wilno**

MORT DE RÉMI FRAISSE Le gouverneMENT!

Après la mort de Rémi Fraisse à Sivens, le gouvernement a fait la danse du ventre pendant 48 heures sur les circonstances et les causes de son décès. Il est désormais avéré que le gouvernement, en particulier Cazeneuve, savait exactement ce qui s'était passé. Chronique d'un mensonge d'État.

Selon les enquêtes de Mediapart et du Monde, pas de doute possible : le gouvernement a su très tôt que Rémi Fraisse avait été tué par une grenade offensive, puisque les gendarmes sur place l'ont consigné dans leur journal de bord et qu'une autopsie a été faite dans la nuit du drame. Pourtant le premier communiqué officiel de la préfecture du Tarn évoquait la simple « découverte » d'un corps par les gendarmes, communiqué validé par le ministère de l'Intérieur... alors que l'État savait pertinemment que Rémi Fraisse avait été tué par une grenade offensive de la gendarmerie.

Celui qui ne savait rien

L'homme le mieux informé du territoire, Bernard Cazeneuve, a tout fait pour masquer le fait qu'il savait. Se réfugiant dans un premier temps derrière la pseudo-séparation des pouvoirs entre justice et État, son manque de réaction était simplement dû au respect d'une enquête judiciaire en cours. « Quand j'apprends cet événement, je ne souhaite qu'une chose, c'est que la justice qui est déjà saisie de cette affaire communique, elle ne le fait pas ». Mais selon Mediapart, c'est bien son ministère qui a validé le tout premier communiqué



mensonger de la préfecture du Tarn. Concernant les procès-verbaux des gendarmes sur place indiquant qu'une grenade offensive serait bel et bien la cause de la mort de Rémi Fraisse, la défense de Cazeneuve est pour le moins surprenante : « Les PV n'ont jamais été portés à ma connaissance ». Il en aurait pris connaissance par la presse... Ben voyons ! Mais il se contredit rapidement, niant toujours plus l'évidence : « La grenade offensive,

qui vous dit qu'elle a été tirée sur un groupe de manifestants ? Ce n'est pas ce que disent les rapports qui m'ont été communiqués, qui disent que les règles d'usage de cette grenade ont été respectées et que la grenade a été tirée à côté du groupe. » Il a donc bien reçu quelques rapports.

À qui profite le mensonge ?

Pour masquer les causes de la mort de Rémi Fraisse, Cazeneuve prétend que les grenades offensives « n'ont

jamais occasionné de tels dégâts ». Encore une fois, il ferait mieux de se taire puisqu'il y a 37 ans, en juillet 1977, Vital Michalon perdait la vie par l'effet de souffle d'une grenade offensive lors d'une manifestation contre la centrale atomique Superphénix à Creys-Malville. Les armes non létales pas dangereuses ? En interdisant quelques jours plus tard l'usage des grenades offensives, il admet cependant que Rémi Fraisse a bien été tué par l'une d'entre elles !

Il y a bien des mensonges d'État dans ce drame. Cazeneuve a été laissé seul en première ligne. Si Hollande a pris la parole, après un silence assourdissant, il semble que cela fasse suite au refus de Valls, qui souhaiterait se faire oublier sur ce dossier, alors qu'il continue d'affirmer partout qu'il ne cédera ni à Sivens ni à Notre-Dame-des-Landes. D'ailleurs, il semblerait que l'ordre d'« extrême fermeté » donné à la gendarmerie ce week-end-là par le préfet du Tarn venait directement de Matignon...

Gouvernement antisocial, anti-écologique, menteur et assassin... Le dossier est lourd. Nous saurons le leur rappeler. **Sandra Demarcq**

MEXIQUE “Ils les ont emmenés vivants, nous les voulons vivants!”

Entretien. L'assassinat de 6 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa (Guerrero) et l'enlèvement de 43 autres, le 26 septembre dernier, a déclenché une vague de mobilisations qui ne faiblit pas. Pour faire le point sur la situation, nous avons interrogé **Edgard Sánchez**, du Parti révolutionnaire des travailleurs (IV^e internationale).



DR

Peux-tu nous dire quelles ont été les explications données le 7 octobre par Murillo Karam, le ministre de la Justice, et comment ont-elles été reçues par les parents des étudiantEs disparus et par la population ?

Lors de la présentation de son rapport, Murillo Karam a insisté sur la version qui présente le crime comme une affaire locale liée au crime organisé. De cette manière, il prétend occulter la responsabilité de l'État, car il faut bien souligner que c'est d'un crime d'État dont il s'agit. Les parents des jeunes disparuEs et les camarades d'Ayotzinapa ont parfaitement raison de rejeter les conclusions du rapport. Il n'existe aucune évidence scientifique qui permette d'affirmer que les corps des étudiantEs auraient été calcinés et que les cendres auraient été dispersées dans le fleuve Coquila. Tout le rapport de Murillo se base sur les «confessions» de deux «assassins» qu'on demande à la population de

croire sur parole. Il est clair que ces confessions ont été obtenues sous la torture pour s'adapter au scénario le plus commode pour les autorités. Les «assassins» prétendent avoir brûlé les 43 corps dans un four rudimentaire à l'air libre en moins de 24 heures. C'est totalement irréaliste.

À quel niveau se trouvent les véritables responsables ?

Le rapport présenté poursuit un objectif politique, celui de démontrer qu'il s'agit d'un cas local lié au crime organisé qui est le fait d'un misérable maire, José Luis Abarca, et de son ambitieuse épouse. La nature exacte des ordres donnés par Abarca à la police le 26 septembre n'est pas extrêmement claire, mais cela est secondaire. Ce qui est avéré, c'est que cette dernière a agi selon une routine et un protocole pré-établi, déjà utilisé antérieurement. Les 43 étudiantEs sont sortis du commissariat dans des véhicules officiels et ont été emmenés vers une destination inconnue. Il a suffi d'un ordre donné par Abarca pour que se déclenche le processus qui a conduit à la disparition des étudiantEs. L'insistance des autorités à rechercher des cadavres dans des fosses communes est une manière de valider la version officielle de l'affaire locale et du crime organisé.

En effet, les autorités ne cherchent pas des «disparuEs», c'est-à-dire des personnes en vie victimes de disparition forcée, car qui dit disparition forcée dit responsabilité de l'État. Au Mexique, l'histoire des disparitions forcées et une affaire connue, inaugurée par le PRI dans les années 70 et pratiqué depuis lors comme politique d'État par le PAN (droite catholique ultra conservatrice) au niveau national et même par le PRD (centre-gauche en pleine décomposition) au niveau local. Et que se passe-t-il avec les disparuEs selon cette histoire bien connue ? Ils sont emmenés dans des prisons clandestines ou des camps militaires. Et si la police, en lieu et place d'avoir emmené les étudiantEs dans une décharge où ils allaient être assassinés, les avaient conduits à la caserne de l'armée d'Iguala en leur qualité de supposés guérilleros ? L'armée est chaque jour un peu plus mise en cause dans cette affaire. Les parents des disparuEs, et le mouvement de solidarité qui a surgi, ont repris le slogan historique des années 70 et 80 : «Ils les ont emmenés vivants, nous les voulons vivants!»

Les mobilisations pour obtenir le retour des étudiantEs semblent ne pas faiblir et même prendre une dimension nationale. Celle-ci peuvent-elles

déboucher sur un mouvement qui remet en cause la légitimité du régime ?

Le crime commis à Iguala a déclenché une mobilisation de solidarité avec Ayotzinapa et un mouvement contre l'État sans précédent. De fait, cela a provoqué une crise politique au sein du régime et une crise de légitimité de ce dernier. Le régime n'a pas réussi à freiner ni à désarticuler le mouvement. La responsabilité de l'État et de tous les partis institutionnels apparaît toujours plus évidente pour un nombre croissant de personnes et le slogan si populaire en Argentine en 2001 «*Qu'ils s'en aillent tous!*» s'impose de plus en plus. Les trois journées d'action globale ont montré que les manœuvres gouvernementales n'ont pas eu l'effet escompté sur la population, qui identifie parfaitement les responsabilités de l'État dans ce crime. Après les explications de Murillo Karam et la rencontre entre les parents des disparuEs et le président Peña Nieto, le camp demandant le départ de ce dernier, «fuera Peña», gagne en ampleur. Pour être à la hauteur, il faudra un saut qualitatif important vers la lutte politique contre le pouvoir qui doit dépasser les demandes partielles, certes légitimes, des différents mouvements impliqués qui sont très hétérogènes. L'ampleur inédite des luttes ouvre la voie à la constitution d'un bloc social et politique qui regroupe les mouvements populaires et syndicaux en résistance au côté du mouvement étudiant. Encore une fois, le succès d'un tel regroupement dépendra de sa capacité à se doter d'une véritable perspective politique au-delà des particularismes.

Propos recueillis par Héctor Márquez Interview réalisée pour le journal suisse solidaritéS

CATALOGNE Premier bras de fer entre deux légitimités



AFICHE ESQUERRA ANTICAPITALISTA

Ce que l'on a vécu dimanche 9 novembre est historique : le premier vrai bras de fer entre deux légitimités, même si le président de la généralité de Catalogne Artur Mas n'avait pas osé maintenir le référendum interdit par la Cour constitutionnelle.

Entre le droit à décider des Catalans et le PP qui navigue entre discours catastrophistes et menaces, les résultats de la consultation sont sans appel : victoire importante pour Mas et sacré coup symbolique contre Rajoy, qui maintenant veut se venger au tribunal : l'establishment de Madrid n'a aucune initiative politique à proposer. Par ailleurs, la participation a été très élevée malgré les menaces (même plus que pour des référendums légaux). Mais il n'est pas évident qu'il existe une majorité claire pour le «double oui» (c'est-à-dire les partisans d'un État indépendant). Le mouvement indépendantiste reste dirigé par une classe moyenne exaspérée par la crise et, à la différence de l'Écosse, n'a pas le soutien actif des travailleurs. Aujourd'hui, Mas a gagné un peu de temps, mais il risque d'échouer dans son projet de candidature unitaire du «double oui» afin de ne pas perdre les prochaines élections. Si la chute dans les sondages des partis du système est vertigineuse dans l'ensemble de l'Espagne, en Catalogne cela va encore plus vite : la «pasokisation» des socialistes et la chute du PP est accélérée, mais le déclin du nationalisme bourgeois du CiU (que dirige Mas) semble aussi irréversible, bien que plus lente grâce à l'expérience de sa direction et à la faiblesse de son opposition.

Nationalisme et anticapitalisme

La pression allant dans le sens d'une union «patriotique» favorable à l'indépendance qui efface tous les enjeux sociaux derrière le drapeau catalan est importante. De fait, il y a un mouvement de masse très fort capable de mettre la pression, voire de déborder, l'agenda des partis institutionnels. C'est cela, et l'usure due aux politiques d'austérité, qui explique le tournant opportuniste de CiU vers «l'indépendantisme» il y a deux ans. La tâche des anticapitalistes est de porter une candidature nationale crédible, capable de lier des enjeux sociaux et démocratiques. Pour cela, nous travaillons au sein du Processus constituant, un rassemblement sociopolitique large et structuré, et dans Podem, le Podemos catalan, pour construire une alliance permettant de devenir la troisième force politique et contrer la montée en puissance d'une ERC (la «gauche» catalane) complice des politiques d'austérité.

Les mois qui viennent vont être capitaux pour la reconstruction d'une vraie gauche en Catalogne et dans l'ensemble de l'État espagnol. Si nous réussissons, nous pourrions disputer à la fois l'hégémonie à la «gauche» du système (PS, ICV) et, à terme, la direction du mouvement national catalan à la bourgeoisie de CiU et à la petite-bourgeoisie d'ERC. Si nous échouons, il nous faudra certainement choisir : une percée électorale à gauche mais sans majorité, vraisemblablement avec Podem qui manque de cadres et de structures de direction en Catalogne, ou être la minorité de gauche d'un bloc indépendantiste interclassiste sans possibilité de s'implanter dans la classe ouvrière...

De Barcelone, Andreu Coll (Izquierda anticapitalista)

RUSSIE La crise conduit au mécontentement social

En mars dernier, déjà, suite à l'annexion de la Crimée, une marche réunissait plusieurs milliers de personnes contre les aventures impériales du gouvernement russe. La gauche radicale avançait en première ligne du cortège derrière une énorme bannière scandant «C'est toujours le peuple qui paie la guerre.»



Moscou le 2 novembre : «De l'argent pour la médecine, pas pour la guerre». DR

Six mois plus tard, cette vérité est à nouveau confirmée de manière dramatique, dans le contexte d'une stagnation de l'économie nationale, qui produit ses effets sur le niveau de vie de millions de citoyens russes. Ainsi, d'après les données officielles, le prix des denrées alimentaires a augmenté de près de 8% ces 9 derniers mois. Selon les sondages, l'augmentation brutale du coût de la vie inquiète plus de 60% des habitantEs de Russie. L'inflation fait suite à une chute catastrophique du cours de la monnaie nationale (depuis le début de l'année, le prix de l'euro en rouble a augmenté de 11%, celui du dollar de 20%), elle-même liée à la fuite progressive du capital (plus de 50 milliards de dollars pour la première moitié de 2014). La perspective toujours plus nette d'un crash économique n'est qu'en partie liée aux sanctions internationales. La crise en cours est systémique et déterminée par le modèle du capitalisme post-soviétique, basé essentiellement sur l'exploitation des ressources naturelles (pour 2014 le pétrole et le gaz représentent plus de 70% des exportations russes).

De la crise économique à la crise sociale

L'un des principes directeurs des années de «stabilité» poutinienne a consisté à augmenter progressivement les salaires dans le secteur public. L'augmentation des revenus de la population, qui recevait sa part – certes maigre – dans le partage des revenus du pétrole, devait garantir la loyauté politique de celle-ci. En dépit des réformes

néolibérales dans l'enseignement et la santé (baisse des dépenses publiques et «partenariats public-privé»), les dépenses sociales de la population étaient compensées à coups de subventions diverses. Cependant, la chute actuelle du prix du pétrole ne laisse planer aucun doute : les dépenses publiques vont sérieusement en pâtir.

Par exemple, le budget de 2015, déjà adopté, tablait sur un baril à 105 dollars, alors que le prix est aujourd'hui à moins de 80 dollars et qu'il continue de baisser. Les moyens énormes du Fonds de réserve ne cessent de fondre, principalement à cause du rachat des dettes de grandes entreprises et des banques, notamment celles de

la principale compagnie pétrolière du pays, Rosneft, qui a récemment demandé près de 40 milliards de dollars «d'aide» à l'État...

Alors que les dépenses pour la défense et la police, déjà supérieures à celles de l'année passée, seront probablement très peu révisées, les attaques sur le secteur public ont déjà commencé. Ainsi, la fermeture progressive de quelques dizaines d'hôpitaux de Moscou jugés «économiquement injustifiés» a déjà été annoncée en octobre. En réponse à ce plan, une action massive a rassemblé dans le centre ville des médecins et des milliers de citoyens inquiets et mécontents des coupes claires dans les soins de santé. Dès la fin novembre, une action organisée par les syndicats indépendants en défense de la santé doit avoir lieu dans tout le pays. Le regain de mécontentement social dans l'année qui vient est inévitable. La question est de savoir si ce mécontentement verra émerger de vraies alternatives au système actuel qui se jette à toute vitesse dans l'abîme.

De Moscou, Ilya Boudraïtskis (traduit du russe par Matilde Dugauquier)

COMBATTONS TOUTES LES VIOLENCES F

Dossier réalisé par la Commission nationale intervention féministe du NPA

Le 25 novembre est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Le NPA participe aux initiatives militantes à cette occasion. Mais il ne s'agit pas pour nous d'une cause de type simplement humanitaire. La violence sexiste prend racine dans le système capitaliste, patriarcal et raciste que nous subissons. Le capitalisme perpétue à son profit le patriarcat qui lui préexistait. À la maison, la grande majorité des femmes fait un travail gratuit («tâches domestiques») qu'il coûterait très cher d'organiser collectivement avec de vrais services publics de la petite enfance, du troisième âge, etc. Trop cher pour les capitalistes! Au travail, les femmes sont à travail égal moins bien payées, employées de manière plus précaire, avec de nombreux temps partiels imposés. Cela permet de faire pression à la baisse sur l'ensemble des salaires. Toutes ces injustices perdurent grâce à une vision sexiste de la place des femmes. Le maintien de l'ordre social actuel passe par le maintien de la soumission des femmes. C'est pourquoi la violence sexiste n'est souvent combattue qu'en façade. Dans la profondeur de notre éducation et de notre culture, les femmes sont présentées comme inférieures. Plus ou moins subtilement, notre société continue à passer un certain message. Aux hommes, elle dit qu'ils doivent décider ce qui est bon pour les femmes et l'intérêt général, et qu'il est normal d'imposer ces décisions. Aux femmes, elle dit que l'essentiel est de s'épanouir en ayant des enfants avec l'homme de sa vie. Si l'épanouissement par d'autres voies est un peu entendu, c'est grâce aux luttes passées des femmes elles-mêmes. Les femmes sont aussi éduquées à penser qu'elles doivent accepter leur sort, pas se défendre. Cette culture patriarcale permet la violence sexiste. Si elle est en apparence condamnée, dans les faits notre société ferme les yeux sur ce fléau. Les points d'accueil pour celles qui quittent un conjoint violent sont très insuffisants. Les femmes agressées ou violées sont stigmatisées, traitées de menteuses. Les plaintes, quand on ose porter plainte, n'aboutissent que rarement à des condamnations. Certaines femmes sont même condamnées pour violence envers leur agresseur! Il faut lutter pied à pied contre les violences sexistes. Cependant, ce n'est qu'en renversant le système capitaliste qu'on pourra renverser le patriarcat, et inversement. La lutte pour construire une société nouvelle, débarrassée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression, continue.

Violences sexuelles: l'agresseur n'habite pas loin...

Quelques chiffres... En France, en 2010 et 2011, 400 000 femmes ont subi des violences. Les 3/4 d'entre elles connaissaient leur agresseur, et pour 31% il s'agit de leur conjoint ou de leur ex...

C'est entre 18 et 29 ans que les femmes sont les plus exposées: 2,1% d'entre elles ont subi un viol ou des attouchements. Les femmes sont 3 fois plus souvent victimes de violences sexuelles que les hommes, elles subissent aussi plus souvent le harcèlement, les injures, l'exhibitionnisme. Une femme meurt tous les 2,5 jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint... Les conditions de vies ont bien sûr un impact sur les violences: la précarité, le mal-logement, etc. pèsent au quotidien et favorisent les violences. Cependant, il faut noter que tous les milieux sociaux sont touchés.

L'État nous protège?

Le plan du gouvernement pour lutter contre les violences a consisté essentiellement à refondre le site consacré à ce thème et à améliorer la permanence téléphonique. Pour le reste, c'est restriction budgétaire à tous les étages! Places



PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO

d'hébergement d'urgence, embauche et formation de personnels d'accueil, etc. les moyens sont

dérisoires face aux besoins. Par ailleurs, si les femmes ne portent pas plainte, c'est parce

qu'elles connaissent les obstacles auxquels elles vont être confrontées. L'enquête de l'Insee souligne plusieurs raisons avancées par les victimes: «cela n'aurait servi à rien», «éviter des épreuves supplémentaires comme un témoignage ou une confrontation»... Systématiquement la parole des femmes est remise en cause et les condamnations restent difficiles à obtenir. Loin de nous protéger, l'État, de fait, cautionne les violences faites aux femmes.

La violence physique, pilier du patriarcat

Ces violences sont banalisées dans notre société. Par exemple, les assassinats de femmes par leur (ex-) conjoint sont présentés comme des faits divers sans que jamais ne soit souligné le déséquilibre femmes/hommes. Les violences participent du rapport de domination imposé aux femmes. C'est la partie physique de violences plus globales subies de manière exacerbée par la moitié de la population: violences sociales, violences psychiques, violences verbales... Elles permettent au système de maintenir l'ordre existant, reléguant les femmes à leur rôle soi-disant naturel de mère, d'épouse, de femmes au foyer... Pendant ce temps, le sous-emploi des femmes permet de faire diminuer les chiffres du chômage, et la casse des services publics est compensée par le travail gratuit effectué à la maison à 80% par les femmes...

Elsa Collonges (Grenoble)

Harcèlement de rue: le ras-le-bol monte

Ces derniers temps, les agressions verbales, voire physiques, dans la rue, dans les transports ont été mises en lumière grâce à des campagnes et de nombreux témoignages tournés en caméras cachées.



DR

Un phénomène de plus en plus «visible»

La litanie des insultes, des agressions parfois récurrentes, quotidiennes, que subissent les femmes dans l'espace public est large, allant du plus grossier, au plus insultant. De nombreux «tumblr»

ouverts récemment, avec le hashtag #stopharcelement, relatent toutes ces petites agressions du quotidien. Son retentissement a montré l'ampleur du phénomène, et aussi combien les filles et les femmes avaient envie de le dénoncer et de le faire savoir. Car le fond du

problème est bien que la place des femmes n'est pas censée être dehors, ou pas aussi tard, ou tôt, ou pas toute seule, ou un peu éméchée, ou pas habillée en jupe, ou pas seule dans les transports, etc.

La rue, fief des mâles?

Des enquêtes récentes menées par des géographes ont montré combien ce phénomène était profond et ancré dans nos inconscients. Promenez-vous dans n'importe quelle ville (ou campagne, ça marche aussi), vous verrez que les femmes et les hommes ne fréquentent pas les mêmes lieux, et surtout qu'ils n'y adoptent pas le même comportement... Les hommes vont occuper les places passantes (allant jusqu'à être gênants), alors que les femmes vont se déplacer rapidement d'un point à un autre, en évitant justement certaines places. Et ce phénomène s'accroît encore plus la nuit, ce que cherchent à dénoncer les marches de nuit non mixtes.

Et les transports?

L'association Osez le féminisme a récemment lancé la campagne #TakeBackTheMétro pour mettre en lumière cette question, en particulier dans le métro parisien. Les femmes interrogées y dénoncent des agressions au quotidien, déclarent adopter un comportement et une façon particulière de s'habiller. Là encore, la liberté de circuler ne vaut pas pour tout le monde.

Hélène Pierre (Rouen)

Femmes et

L'offensive réactionnaire de lesbiennes, bisexuelles, et p... la «théorie du genre» et la banalisation des propos ma

C'est dans ce contexte que l'association d'intervention en milieu scolaire SOS Homophobie va publier ce 25 novembre les résultats d'une vaste enquête sur la lesbophobie menée en 2013 auprès de plus de 7 000 femmes lesbiennes et bisexuelles. Les premiers résultats sont frappants: 82% des lesbiennes et bies déclarent ne pas être visibles au travail auprès de toutes leurs collègues alors qu'elles sont 74% à ne pas avoir réalisé un coming-out auprès de l'ensemble de leur famille. 63% ne manifestent pas leur affection en public à leur partenaire par peur des réactions d'hostilité. Selon le rapport annuel de la ligne d'écoute de SOS Homophobie en 2014, les témoignages d'agressions physiques ou sexuelles lesbophobes sont en hausse de 46% par rapport à 2012. Les témoignages de lesbophobie chez les moins de 18 ans ont eux doublé, principalement dans la famille et dans le milieu scolaire.

HAUTES AUX FEMMES

Harcèlement sexuel et violences au travail, ça suffit!

On peut lire sur le site du gouvernement que 8% des agressions sexuelles et 25% des gestes déplacés sont subis sur le lieu de travail ou d'études. Des chiffres sans appel...

D'autres chiffres sur la place des femmes dans le monde du travail sont éclairants sur la situation. En 2010 les femmes représentent près de la moitié de la population active (48%). Deux sortes de ségrégations sont constantes : l'horizontale, concentration dans des secteurs d'activité déjà féminisés (la moitié des femmes est concentrée dans 12 des 87 familles professionnelles) et verticale, avec le plafond de verre. Les hommes ne représentent que 20% des emplois à temps partiel, 80% donc pour les femmes... Près d'une femme sur 3 est exposée à la tension au travail, ce qui est le cas d'un homme sur 5, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, l'écart étant plus important pour la catégorie «Ouvrier».

Sexisme et violences
Tous ces chiffres mettent en lumière qu'au sein du travail la

place des hommes et celle des femmes n'est pas égalitaire. Cela contribue à amplifier les attitudes sexistes qui provoquent des situations portant atteinte à la dignité de la personne et à des agressions violentes sur les femmes. Qui n'a pas entendu parler autour d'elle ou de lui de ces femmes conductrices de train continuellement exposées à des insultes sexistes ou cette cadre subissant quotidiennement des gestes déplacés de la part de sa propre hiérarchie ou de ses collègues? Qui n'a pas entendu parler de ces infirmières, de ces femmes de ménage... perpétuellement rabaisées par des propositions à caractère sexuel, des insultes, des «blagues» sexistes? La place des femmes dans le monde du travail aujourd'hui contribue à entretenir et favoriser cette situation de harcèlement sexuel. Nous devons lutter pour l'égalité homme-femme au travail.



Certes la loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel est une véritable avancée face à ces violences et permet de les condamner. Cependant, elle est rarement appliquée car malheureusement les femmes victimes ne portent pas ou peu plainte. Maintenant l'employeur doit prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de prévenir les agissements constitutifs du harcèlement sexuel. Celui-ci constitue un délit pouvant être puni de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. En cas de circonstances aggravantes, les peines peuvent être portées à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende. À nous de nous saisir de cette loi! Par l'information sur les lieux de travail et d'études, en interpellant la justice, en constituant des groupes auto-organisés de femmes dans l'entreprise et l'université, battons-nous pour que ces violences à l'encontre des femmes cessent enfin!
Charlotte et Nathalie (Nîmes)

Les lesbiennes, la double peine

Ces deux dernières années a eu des conséquences lourdes pour les femmes pour les personnes trans. Les polémiques autour de l'ouverture du mariage, puis de la naturalisation de l'hétérosexualité et de l'identité de genre ont eu pour effets directs la baisse aussi des actes homophobes et transphobes.



Une «argumentation» pseudo-écologique...

La lesbophobie est donc une réalité au quotidien, et nécessite une vigilance et des positionnements clairs. C'est pourquoi il est d'autant plus grave de voir des individus, prétendument d'extrême gauche, saper volontairement la lutte centrale actuellement chez

les lesbiennes, à savoir l'accès à la PMA pour toutes les femmes. C'est pourtant le cas d'Alexis Escudero avec son livre *la Reproduction artificielle de l'humain*. Après la tribune anti-PMA d'une poignée de militantEs EÉLV dans le journal *la Croix* en février 2013, après la sortie anti-PMA de José Bové en mai dernier, c'est de nouveau sous

le drapeau de l'écologie que sont tenus des propos sexistes, homophobes et anti-féministes tels que la dénonciation de la « confusion entre égalité et identité biologique, entre émancipation politique et abolition de la nature » (p. 209) ou encore « Avec l'insémination artificielle tout est tellement plus simple! Un coup de téléphone et le sperme est livré à domicile. (...) Plus besoin surtout d'entretenir un mâle à l'année, ce qui est contraignant et coûte trop cher pour le peu de fois qu'on s'en sert (et imaginez en plus s'il ne fait pas la vaisselle) » (p. 89)... Non seulement ce type d'élucubrations sert de point d'appui pour dénier les droits des lesbiennes (et des femmes en général) mais participe d'une légitimation des violences. Il constitue d'ailleurs une violence en elle-même pour toutes les femmes concernées. Il est donc extrêmement problématique que des librairies « militantes » proposent ce torchon et organisent même des rencontres avec l'auteur...
Chloé Moindreau (Paris)

Féminicide: désigner un crime pour le combattre

Le mot «féminicide» va entrer dans la nouvelle version du Petit Robert (2015), pour désigner un crime pourtant vieux comme le monde: le «meurtre d'une femme, d'une fille, en raison de son sexe».

Le terme a d'abord été utilisé en Amérique latine, notamment au sujet des meurtres de Ciudad Juárez (Mexique): en moins de dix ans, plus d'un millier de femmes (souvent des prostituées, des travailleuses pauvres) ont été tuées dans cette région, dans une totale impunité. Ce sont les familles de victimes et les associations qui ont défendu, contre les autorités politiques et judiciaires, l'idée que ces crimes ne visaient que des femmes: elles ont alors imposé la reconnaissance du terme «féminicide».

Au Canada, le terme a également été utilisé lors du massacre de l'École polytechnique en 1989: le tueur avait séparé les garçons des filles, pour ne tirer que sur les étudiantes. Quatorze femmes, professeurs ou élèves, ont été tuées.

En Europe, les femmes subissent aussi une violence spécifique qui peut aller jusqu'au meurtre: il faut rappeler que jour après jour, dans une relative discrétion, le nombre de femmes tuées s'accroît. À chaque 25 novembre revient ce sinistre décompte.

Inscrire le meurtre dans sa dimension politique

Le terme «féminicide» permet donc de mettre en lumière la dimension sexiste d'un grand nombre de morts, de la petite Chinoise étouffée à la naissance à la jeune Pakistanaise lapidée « pour l'honneur », en passant par l'Américaine abattue par un « déséquilibré » ou la Française poignardée par un mari jaloux. Ces crimes concernent tous les continents, toutes les classes



sociales et toutes les tranches d'âge, même si évidemment certaines spécificités peuvent aussi se croiser. Le fait de nommer implique aussi, bien sûr, de dénoncer. Il inscrit chaque meurtre, souvent réduit à un drame conjugal ou à l'acte d'un déséquilibré, dans une dimension globale, politique. Le féminicide est un « dommage collatéral » indissociable du système patriarcal que nous combattons, il s'agit donc de le faire connaître par

l'usage de ce nouveau mot. La reconnaissance par le *Petit Robert* est une première étape symbolique. C'est aux féministes de l'imposer aussi dans les médias, pour que cesse la représentation romancée de « crimes passionnels », et de mener bataille pour que la justice (même bourgeoise et patriarcale) l'intègre dans sa législation: dans plusieurs pays d'Amérique latine, le délit de féminicide a été reconnu.
Catherine Stotzky (Metz)

Premières victimes des guerres...

La violence contre les femmes est utilisée comme arme de guerre dans l'ensemble des conflits. Il s'agit avant tout d'une arme ayant pour but (et pour fonction) de terroriser les populations, de briser les familles, de détruire les communautés et, dans certains cas, de changer la composition ethnique de la génération suivante.

Le viol comme arme de guerre est un crime contre l'humanité. Il est organisé, et a lieu en masse dans des conflits comme celui du Kivu (Congo) ou en Syrie, sans oublier la Bosnie et le Rwanda où le viol est devenu un outil à part entière du nettoyage ethnique. Lors du génocide au Rwanda de 1994, on inculquait aux jeunes hommes que le viol était un acte révolutionnaire... Et en Libye, Kadhafi utilisait le viol comme un outil de pression politique et de pouvoir. Dans tous ces conflits, le viol est un outil de barbarie et de pouvoir, appliqué à grande échelle dans une perspective militaire et conquérante, où l'autre est volontairement réduit à un objet déshumanisé.



L'impunité

Pour les femmes qui ont été torturées ou violées en temps de guerre, il est souvent impossible de prétendre à des soins médicaux et à une réparation en justice.

Dans l'ex-Yougoslavie, dans le nord de l'Ouganda, dans l'est du Congo et en Inde, la plupart des victimes de viol ne parlent pas par crainte d'être stigmatisées et bannies par la société ou par leur mari. De plus, les services de soins peuvent avoir été en partie ou totalement détruits par la guerre. Malgré l'horreur de ce crime qui a lieu à répétition et qui est loin d'être récent, tout est fait comme si cela n'existait pas. Parce que les victimes sont essentiellement des femmes, une véritable impunité existe. Il faut donc que ces violences contre les femmes dans le cadre des conflits soient jugées par la justice internationale au même titre que l'ensemble des crimes de guerre. Un long combat.
Sandra Demarcq (Paris)

CLIMAT Préparer un mouvement de masse pour la planète, contre le capitalisme

En décembre 2015 va se tenir au Bourget la 21^e conférence internationale sur le climat (ou COP21) qui doit redéfinir les objectifs de protection de l'équilibre climatique...

Pour certains, c'est la dernière chance de sortir de l'échec des négociations – et de l'inaction – depuis le sommet de Copenhague de 2009. En réalité, les choix sont déjà faits. Croire qu'on peut demander aux États-Unis, à l'Union européenne ou la Chine de parvenir à un bon accord est au mieux naïf.



La crise climatique est le produit direct de l'exploitation capitaliste et productiviste de la nature. Les choix énergétiques privilégient le recours massif aux fossiles, plutôt qu'à

la sobriété, aux renouvelables, à l'organisation rationnelle de productions et de consommations locales d'énergie. Or ce modèle est aussi profondément inégalitaire. C'est avec lui qu'il faut rompre.

La COP21 sera donc l'occasion de faire entendre la voix des peuples. L'urgence climatique ne peut faire l'impasse sur la critique du capitalisme. À ce titre, il faut refuser les « fausses solutions » : l'idée d'une « croissance verte », la finance carbone et autres marchandisations de la nature, la géo-ingénierie et les fausses solutions technologiques, nucléaire en tête, toutes les formes d'extractivisme et de grands projets nuisibles, les accords internationaux de libre échange, etc.

Mobiliser, pour quoi faire ?

Plutôt que de faire du lobbying, le NPA, avec d'autres militantEs se revendiquant d'une écologie anticapitaliste, antiproductiviste et autogestionnaire regroupés dans le réseau « Climat social », souhaite faire entendre les voix des luttes, des premiers concernéEs par la crise climatique, et qui cherchent une alternative.

Les mobilisations de 2015 devront assumer leur unité comme leur diversité. Il nous faut un mouvement de masse, et pour cela, il faut dès maintenant commencer à discuter des idées et des formes de mobilisations qui auront lieu au moment de la COP. Si les rassemblements autour des alternatives et les grandes coalitions ont leur utilité, elles ne peuvent répondre à toutes nos envies de luttes. Vendredi 28 novembre, dans le cadre du réseau « Climat social », les militantEs concernéEs par cette démarche se retrouvent donc pour un échange autour de ce que nous pourrions organiser à Paris, au Bourget et dans la Seine-Saint-Denis pour décembre 2015.

Commission nationale écologie

Vendredi 28 novembre à 20h à l'Espace Comme Vous Emoï, 5 rue de la révolution, Montreuil (93)

Des titres sont vendus au rabais, dépecés, revendus à des structures vautours. Dans les sièges éditoriaux, l'heure est aux économies : uniformisation de l'information, mutualisation des contenus, sous-traitance des activités marketing, informatique, paie... polyvalence systématisée. Malgré ces « remèdes de cheval », et pour une part à cause d'eux, la presse papier va mal. Les mesures d'économie exercées contre les autres maillons de la filière, l'impression et la distribution, ne suffisent pas à stabiliser le niveau de rentabilité exigée par les actionnaires. Et le développement de l'activité sur support numérique n'a pas à ce jour enrayer l'érosion des comptes, tout en détournant toujours plus de lecteurs du support papier.

Financiarisation, concentration, numérisation

Les capitalistes ont beaucoup investi dans le monde des médias. Bouygues, Dassault, Pinault, Arnault, Tapie, Bolloré... en sont des acteurs de référence. Ils en attendent un profit financier, mais aussi une capacité à « fabriquer » du consensus social. La concentration atteint un niveau inquiétant en presse régionale. Le Crédit mutuel, après avoir acquis l'*Est républicain*, détient aujourd'hui plus de 10 titres en région. Cette mainmise de la finance sur la presse met à mal toute notion de pluralisme.

Mais le média papier est aussi largement percuté par le poids grandissant des médias numériques. La diffusion de la presse écrite payante a diminué de 15 % ces dernières années. Les recettes publicitaires sont également en chute libre. Les quotidiens nationaux et régionaux sont les premières victimes du numérique et de sa production d'informations et de débats à jet continu. Les géants du Net (fournisseurs d'accès, fabricants de logiciel...) accaparent des contenus à bas prix, captent une part croissante des recettes publicitaires et mettent à disposition de l'e-commerce fichiers et profils de lecteurs. La création par les journaux de déclinaisons numériques des titres papier ne compense pas la baisse de leurs ventes et de leurs

PRESSE Papier mâché !

Mois après mois, la liste des groupes de presse frappés par un « plan social » ou un plan de départ volontaire ne cesse de s'allonger : Libération, Nice-Matin, Sud-Ouest, Lagardère, Mondadori, Courrier international...



revenus publicitaires. Et surtout pas la diminution du nombre de leurs salariéEs...

Les aides à la presse sont pourtant significatives mais elles restent bien trop dirigées vers les titres de presse magazine de « loisirs ». Les journaux de presse d'information politique en auraient bien besoin, à l'heure où les titres liés peu ou prou au PCF sont en péril, de *Liberté hebdo* à *La Marseillaise*.

Quelle mobilisation des salariéEs de la presse ?

Force est de le constater, chaque maillon de la filière presse s'est « débrouillé » à son propre compte, avec à la clef la disparition de milliers d'emplois. En imprimerie de presse et dans la distribution, les cessations d'activité anticipées des travailleurs du Livre ont limité la conflictualité sociale. Dans les sièges éditoriaux, beaucoup de moins de 40 ans choisissent

les plans de départs volontaires ou les modes conventionnels de rupture propres aux journalistes. D'autres salariéEs, se considérant comme « privilégiés », acceptent les remises en cause de statuts de la presse. Le rapport de forces n'est pas susceptible d'enrayer la mécanique de destruction d'emplois. Il est vrai que le transfert de salariéEs du papier vers le numérique n'est en rien évident. Pour les éditeurs, le numérique, ses jeunes pousses allaitées à Internet, est une opportunité rêvée pour raboter les acquis conventionnels de la presse et leurs « rigidités ». Aucune mobilisation n'a à ce jour contrarié ce constat. Pourtant les revendications ne manquent pas : effectifs, qualifications numériques, durée du travail, etc. Cette situation interpelle la notion de « solidarité professionnelle », sans parler de l'interprofessionnelle, au cœur du discours de la direction de la CGT, en particulier.

Retrouver sur tout support une info pluraliste et démocratique

Culture du fait divers, exclusion des couches populaires, dogmatisme libéral... les recettes médiatiques en vigueur n'ont rien pour

passionner les lecteurs. Comment s'étonner alors qu'en particulier les jeunes préfèrent s'orienter vers les solutions ouvertes de débats et d'échanges proposées, pour le meilleur et pour le pire, par Internet et ses réseaux sociaux ? La presse doit devenir un acteur essentiel du débat démocratique et donc pluraliste. En ce sens, si un secteur privé médiatique doit subsister, la loi doit garantir l'indépendance des rédactions vis-à-vis des actionnaires et la confidentialité des sources. Ces actionnaires privés ne doivent pouvoir détenir qu'un seul titre de presse. Un seuil de concentration capitaliste, ainsi que d'audience ou de diffusion, doit être déterminé. Le nombre de titres ou de canaux pouvant être détenus par une personne, un groupe de personnes ou une entreprise, doit être limité à un seul. Enfin, la loi doit interdire à des entreprises bénéficiant de commandes publiques la détention, même indirecte, de médias. En dernière instance, les médias constituent un bien commun qu'il faudra soustraire à l'emprise capitaliste.

Quantin D.

15 NOVEMBRE --- Demi-teinte

À l'appel du Collectif 3A (Alternative À l'Austérité), plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs se sont retrouvés tant à Paris qu'en régions pour crier avant tout leur rejet de la politique d'austérité du gouvernement Hollande.

Mais des rangs de ces manifestantEs s'élevait aussi la volonté de s'opposer aux attaques patronales et la politique répressive d'un gouvernement assassin à Sivens qui multiplie les agressions contre les jeunes et les travailleurs qui se mobilisent contre sa politique. La mobilisation d'une centaine d'organisations a permis la construction de

rassemblements, de manifestations, de Toulouse à Strasbourg, de Quimper à Avignon, regroupant de quelques centaines de personnes à plusieurs milliers.

Succès relatif

Ces manifestations s'inscrivent dans une situation politique où les reculs sociaux, le découragement, la perte de crédibilité des organisations traditionnelles

CONGRÈS DU FN Unifier les mobilisations antifascistes locales

La mobilisation des 29-30 novembre contre le congrès du FN à Lyon s'organise difficilement, révélant le profond recul du mouvement antifasciste et du mouvement ouvrier. Il y a donc de grandes disparités dans la mobilisation.

Des initiatives sont prises dans toute la France, avec des départs de Bretagne, Franche-Comté, Toulouse, Reims, Rouen, Clermont-Ferrand... Souvent les cars sont préparés par des collectifs unitaires, la plupart du temps soutenus par de nombreuses organisations. Mais, dans la pratique, les forces sont souvent plus limitées,

et cela repose beaucoup sur le NPA, Alternative libertaire et Solidaires. La mobilisation est bien plus importante dans les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec des départs de Grenoble, Avignon, Marseille, Gap, Chambéry, Perpignan, Montpellier... Dans cette région, les organisations syndicales sont plus investies.



Dans tous les cas, la mobilisation est difficile. Ainsi, à Paris, une table organisée durant la manifestation du 15 novembre a permis d'inscrire... une seule personne pour aller à la manifestation de Lyon. Pour beaucoup de militantEs, savoir qu'il n'y aura pas plusieurs dizaines de milliers de personnes à la manifestation donne l'impression qu'il vaut mieux faire l'impasse. Pourtant, une certaine effervescence existe sur la question : appel d'intellectuelEs pour des

universités populaires et des salons du livre antifascistes, collectifs militants dans de nombreuses villes, collectif contre l'agression d'un militant à Clermont-Ferrand, manifestation contre la venue de Marion Maréchal-Le Pen à Taverny (95) le 23 novembre, etc.

Ce qui reste à construire, c'est un mouvement qui unifie tout cela à l'échelle nationale. C'est le sens de la mobilisation contre le congrès du FN à Lyon : en manifestant le samedi, il s'agit de se donner confiance, de montrer que chaque ville n'est pas isolée. En participant aux débats du dimanche, il s'agit de se coordonner, d'échanger des arguments, de préparer les suites.

Antoine Larrache

Informations sur la mobilisation :

<http://aloyonnousfaceaufn.org>

Réservation du car pour l'Île-de-France :

<http://paiements-unitaires.org>

SANTÉ **Contre « l'hôstérité », la lutte continue**

L'objectif de la journée du mardi 18 novembre était de ne pas laisser la mobilisation précédente du 23 septembre sans suite. Avec un millier de manifestantEs à Paris, le pari est tenu malgré les difficultés de mobilisation que l'on rencontre dans tous les secteurs et à l'approche des élections professionnelles dans la fonction publique.

Les secteurs représentés étaient un peu différents de ceux présents le 23 septembre. Toujours une présence plus fortes des régions que de l'Île-de-France : Lyon, Rouen, Le Havre, Toulouse, Vire, Bordeaux, Caen, Tours, Besançon, Rennes, l'Ille-et-Vilaine, avec des délégations plus importantes là où il y a des mobilisations locales, notamment Toulouse et Caen. Le plus significatif est l'élargissement aux secteurs social et médico-social déjà représentés en septembre mais dont la mobilisation s'inscrit dans la durée.

Côté syndical, l'obstruction faite par la fédération CGT continue de plomber la mobilisation, notamment en région parisienne. De ce fait, la couleur syndicale dominante est celle de Solidaires. Côté usagers, le collectif Notre santé en danger et la coordination des comités de défense des hôpitaux maintiennent leur présence, là aussi à partir des villes les plus mobilisées.

Au total, la force et l'originalité de ces mobilisations, c'est de reposer sur une structure, la Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hôstérité qui combine une grande détermination dans les modes d'action et les mots d'ordre, avec une volonté de fonctionnement démocratique.

Construire pour durer

Tels étaient aussi les enjeux de l'assemblée générale qui s'est tenue dans la foulée. Près de 200 personnes venues des établissements hospitaliers publics et privés, et du secteur médico-social, se sont retrouvés pour débattre des suites à donner.

L'accord s'est fait sans difficulté autour de l'idée d'inscrire les mobilisations dans la durée. Mais cela ne peut se faire qu'en maintenant, en renforçant les liens avec les mobilisations existantes. Dans ce secteur comme dans beaucoup d'autres, c'est souvent l'isolement des luttes, leur décalage dans le temps qui rend les succès difficiles, provisoires. La répétition des initiatives centrales parisiennes n'est pas toujours perçue comme susceptible d'être la plus efficace.

D'où l'idée de construire une prochaine initiative de manière décentralisée, en direction des Agences régionales de santé. L'autre piste est de mettre en commun des dates de mobilisation sur le mode des Mardis de la colère de Toulouse. Décentralisation géographique



Dans la manifestation de mardi 18 novembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

mais centralisation dans le temps. Par ailleurs, la prochaine manifestation du 5 janvier 2015 des directeurs des établissements privés pourrait donner l'occasion de faire connaître notre colère à ceux qui trouvent que le gouvernement ne leur en donne pas encore assez...

Pour mettre en œuvre ces initiatives, il est nécessaire d'avancer dans la structuration de la Convergence. Construire des liens durables entre le privé et le public, les usagers et le secteur du médico-social, s'appuyer sur les secteurs mobilisés, trouver un équilibre dans le fonctionnement et les mobilisations entre la région parisienne et les autres régions, autant de sujets de débats pour la prochaine assemblée générale qui se tiendra à Tours fin janvier.

Robert Pelletier et les correspondantEs du NPA

TRAVAIL DOMINICAL ET NOCTURNE

La bataille est engagée

« Travail du dimanche, c'est non, non, non ; travail de nuit, c'est non aussi ! », « Volontariat, majoration, c'est du bidon », « Macron-patrons, même combat » : voici quelques slogans qui ont rythmé la manifestation des salariéEs du commerce parisien le 14 novembre dernier.

À l'appel du CLIC-P, la manifestation a rassemblé 2000 personnes, soit la plus grosse mobilisation dans ce secteur depuis 15 ans. Ignorant la pluie, les employéEs des grands magasins, dont des démonstrateurs, de librairies, de l'habillement, du commerce alimentaire etc. étaient tous remontés face au projet de libéralisation du travail du dimanche et de nuit que Macron veut servir sur un plateau aux grandes enseignes. C'est raté ! Dans un secteur, fortement féminisé, qui cumule déjà bas salaires, temps partiel, travail souvent étalé sur six jours avec une amplitude qui peut atteindre 12 heures, les travailleurs ont bien compris que c'était leur vie sociale et familiale qui allait être sacrifiée.

La mairie sous pression

Parti d'Hausmann où se trouvent plusieurs grands magasins, le cortège s'est terminé à l'Hôtel de ville où une délégation a été reçue. On sent bien que, face aux arguments des syndicats et à la mobilisation, la majorité socialiste, également sous pression des autres groupes de gauche, est tiraillée entre le fait de réaffirmer la position de refus adoptée par Delanoë en 2009 et la solidarité avec le gouvernement... qui, lui, accélère son projet de loi pour passer outre un éventuel avis négatif de la ville ! Une assemblée générale est prévue le 19 novembre pour décider de la suite de la mobilisation et une assemblée populaire se tiendra le 4 décembre à l'Ageca. Commerçants, syndicalistes,

salariéEs, étudiantEs, économistes, inspecteurs et médecins du travail et représentantEs politiques se retrouveront pour mener le débat, qui n'aura certainement pas lieu au Parlement, sur ce thème.

Il reste plusieurs mois pour gagner en élevant le rapport de forces, y compris au plan national : d'abord en ralliant d'autres syndicats que ceux qui composent le CLIC-P ; en mettant les fédérations syndicales ainsi que les confédérations face à leur responsabilité sur cette question interprofessionnelle ; en proposant aussi des échéances dans la durée, comme une journée de grève pendant les fêtes et une marche sur Bercy pour toiser Macron !

LD

JEUNESSE Amplifier la mobilisation

La mort de Rémi Fraise a suscité l'indignation et la colère dans de larges franges de la jeunesse. Au cours des deux dernières semaines, on a ainsi vu descendre dans la rue plusieurs milliers de lycéens, à Paris, à Marseille et à Rouen, exprimant leur rejet des violences policières, du gouvernement et de l'ordre social que celui-ci s'applique à défendre.

Alors que le gouvernement tentait par tous les moyens de se dédouaner de la mort de Rémi Fraise en stigmatisant les militantEs antibarrage, présentés comme des « casseurs » et de « dangereux anarchistes », la mobilisation lycéenne a permis de changer quelque peu le climat politique. Plus qu'une simple réaction à la mort d'un jeune militant, c'est un véritable coup de colère contre la politique du gouvernement qui s'est exprimé dans ces manifestations lycéennes, dénonçant aussi bien les violences policières que l'expulsion de Yero, jeune lycéen sans papiers. L'expérience acquise lors des mobilisations de l'année dernière contre les expulsions de Léonarda et Khatchik a permis d'organiser de manière très réactive des initiatives de rue et de développer très rapidement les liens entre les différents établissements, avec la mise en place d'AG inter-lycées. Cependant, malgré ces acquis organisationnels et le caractère très politique et radical de cette mobilisation, celle-ci s'est aussi confrontée à un certain nombre de limites.

Une nouvelle journée nationale

Dans les établissements, la mobilisation s'est notamment heurtée à d'importantes difficultés de structuration. Souvent perçu comme une fin en soi, le blocage systématique des lycées s'est ainsi souvent opposé au développement de cadres de discussions entre lycéens, de rédaction



À Paris le 8 novembre. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

de tracts et de départs en manifestation organisés en cortèges. Les objectifs de la mobilisation sont ainsi restés flous pour beaucoup de

lycéens qui ne s'identifiaient pas de manière spontanée à Rémi Fraise, et il a été difficile de passer d'un sentiment d'indignation générale à celui d'une lutte organisée et structurée autour de revendications précises.

Ces éléments ont été un frein à l'élargissement de la mobilisation qui est rapidement devenue minoritaire dans la plupart des établissements. Cependant, ces derniers jours, la mobilisation s'est étendue sur les universités, notamment à Toulouse le Mirail où 1200 étudiantEs se sont réunis en AG, et ont manifesté contre les violences policières et les restrictions budgétaires dans les universités, mais aussi à Rennes 2 et dans certains lycées de province.

Le jeudi 20 novembre a lieu une mobilisation nationale : elle devra être un point d'appui pour tenter d'unifier les différents secteurs de la jeunesse autour de la lutte contre la répression et les mesures liberticides du gouvernement, et du refus des coupes budgétaires dans l'éducation.

Léa

du mouvement ouvrier, vont jusqu'à la perte du repère gauche-droite. Mais elles s'inscrivent dans la durée, dans la continuité, depuis les manifestations du 12 avril avec ce regroupement original d'associations, de partis politiques, de personnalités et de structures syndicales qui affirmait dans la rue leur refus de la politique Hollande-Valls.

C'est ainsi que plusieurs dizaines de structures CGT – fédérations, unions départementales, syndicats nationaux ou locaux – ont mis leurs forces dans la construction d'une mobilisation contre le gouvernement qui se démarque de la frilosité de la direction confédérale. C'est en décalage avec l'absence flagrante de Solidaires, non seulement au niveau national mais aussi de ses structures fédérales ou locales qui avaient appelé à la manifestation du 12 avril dernier, ainsi que l'absence tout aussi flagrante de

quasiment toute structure d'une FSU de plus en plus dépendante de la direction confédérale CGT.

De même, la faiblesse de la participation des associations ou de secteurs en lutte reflète les difficultés de construire une mobilisation regroupant partis, associations et structures syndicales, ayant la volonté de s'opposer au patronat et au gouvernement.

Comment continuer ?

Les reculs sociaux, la faiblesse des mobilisations, sont en grande partie responsables de ces difficultés, mais la stratégie de forces en particulier politiques dans le Collectif 3A est aussi en cause. Ainsi le refus, notamment du PCF, de favoriser avant tout une mobilisation centrale à Paris, a conduit à la multiplications d'initiatives en régions qui ne correspondaient pas toujours à une construction locale

unitaire, inscrite dans des mobilisations locales.

L'autre problème vient des difficultés du Collectif même à aider à la construction, à se lier et à participer aux mobilisations réellement existantes. Des collectifs locaux – à Marseille, Avignon ou Toulouse – aux préoccupations voisines du Collectif 3A, bénéficiant de la proximité géographique, parviennent mieux à réaliser ce travail commun. Luttés des intermittents et précaires, des cheminotEs, contre l'Ayraultport, hôpitaux en lutte contre l'austérité, mobilisation contre l'extrême droite, le barrage du Testet et l'assassinat de Rémi Fraise, autant de circonstances où le Collectif n'a pas pu relayer, soutenir les mobilisations.

Certes le respect des prérogatives de chacune des composantes doit rester une préoccupation du Collectif. Mais être partie prenante des luttes réellement



À Paris, entre 300 et 400 personnes dans le cortège du NPA. PHOTOTHÈQUE ROUGE / MLO

existantes est l'enjeu essentiel des mois qui viennent pour faire exister un Collectif utile ici et maintenant à la construction d'un affrontement avec le patronat et

le gouvernement, pour ne pas laisser la voie libre aux pseudo-opposants de l'extrême droite...
Robert Pelletier



Les comités en action!

Paris Un meeting réussi! Dans une période marquée par un budget d'austérité sans précédent, après la mort de Rémi Fraisse et à quelques jours de la mobilisation du 15 novembre à l'appel du collectif 3A et de celle du 18 dans le secteur de la santé, le NPA a organisé un meeting parisien. Devant 300 personnes, Carole, militante syndicale à l'AP-HP, a rappelé les violentes attaques contre notre système de santé et les possibilités de mobilisation dans le secteur, et Gaël a insisté sur la répression dont sont victimes les militantEs qui se sont opposés aux politiques de déstructuration et de précarisation menées à La Poste. Très applaudie, Chafikha Gheraba a raconté la lutte victorieuse des femmes de chambre du Royal Monceau avant de laisser la parole à Kenza et Gaëtan, deux lycéens parisiens investis dans les mobilisations contre la répression policière.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

Gayath Naisse, représentant du courant de la gauche révolutionnaire syrienne, a dénoncé les impérialismes qui prétendent sauver le Proche-Orient du chaos et rappelé que les Syriens continuent à se battre contre la contre-révolution de Daesh et de Bachar al-Assad: seuls les peuples sont à même d'organiser la résistance, et ils ont besoin de toute notre solidarité. Enfin, Olivier Besancenot a dénoncé les politiques d'austérité du gouvernement, commençant son intervention par citer Valls qui affirmait que «oui, la gauche peut mourir!». Une promesse que le Premier ministre est en train de tenir... Appelant certainEs dans la gauche radicale à penser un peu moins à 2017, Olivier a défendu que «ça craque», c'est-à-dire une réaction d'ampleur dans la rue pour renverser la situation. Il a conclu son intervention en citant Thomas Sankara, la figure centrale révolutionnaire du Burkina Faso. Au moment où le peuple burkinabé a dégagé le dictateur Blaise Compaoré, une véritable invitation à la révolution.

Mulhouse (68) Le travail en souffrance.

Le 10 novembre a eu lieu une réunion sur la souffrance au travail organisée par le NPA et Attac 68 avec la présence d'Élisabeth Dés, médecin et auteur du livre *Le Harcèlement au travail, mémoire d'un combat*. Ce livre porte sur les suicides et le harcèlement dans le secteur médical de Toulouse, avec une préface du docteur Jacques Giron, et une postface de Vincent Duse, ouvrier à PSA-Mulhouse. La réunion a été un franc succès, rassemblant une quarantaine de personnes. Nous avons parlé d'abord des conditions des salariéEs dans le secteur médical où la situation est catastrophique: harcèlement des médecins pour faire du chiffre jusqu'au point de les pousser au suicide, surcharge de travail par manque d'effectif pour les infirmières qui finissent en dépression... A aussi été abordé le secteur automobile, notamment chez PSA, et la souffrance qu'engendrent les cadences.

Les interventions de la salle ont été nombreuses, avec beaucoup de témoignages de salariéEs qui subissent du harcèlement de la part de leur employeur.

Les autres prises de parole portaient sur les outils de lutte dans les entreprises et le rôle que peuvent jouer les CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).

Mais la critique acerbe du système capitaliste et du gouvernement anti-ouvrier de Hollande, comme les attaques contre le monde du travail et la jeunesse, ont aussi été dans toutes les bouches. Aujourd'hui à PSA, les anciens et les malades, après avoir travaillé plus de 20 ans à la chaîne, culpabilisent à cause de la pression patronale et craignent de perdre leur emploi. Parce qu'ils ne peuvent plus tenir les cadences, le patron les considère inaptes à tous postes et ils peuvent être licenciés avec l'aval des médecins du travail...

Toujours plus dures, ces méthodes, tel le toyotisme, poussent les ouvriers au suicide: une conséquence directe de ce système.

Urgence!

«Encore une souscription! C'est tout le temps la même chose, vous demandez de l'argent! Ça recommence chaque année!», nous dit-on souvent. Oui, chaque fin d'année arrive le moment de la souscription du NPA. Sans doute parce que c'est l'époque des cadeaux, une envie de générosité... De solidarité aussi!

De cette générosité, de cette solidarité, le NPA en a bien besoin en ces temps difficiles, particulièrement difficiles pour les finances du NPA qui doit faire face à des échéances pressantes.

Nous avons des dépenses indispensables et de plus en plus lourdes: l'achat ou la location des locaux (deux dans la région parisienne et aussi dans la plupart des grandes villes), l'édition de tracts, brochures, affiches, autocollants, banderoles, drapeaux, sonos, location de salles pour les meetings, voyages pour tenir des réunions ou pour participer aux réunions nationales, voyages aussi à l'étranger, aides financières pour des victimes de la répression en France ou à l'étranger. Cela sans oublier la sortie régulière de l'hebdomadaire et de la revue mensuelle, *L'Anticapitaliste*, notre système de presse financièrement déficitaire, ou les salaires des quelques permanents, pas très bien payés pourtant...

Les dépenses augmentent, les recettes baissent...

Mais les recettes, quant à elles, ont baissé. Elles proviennent des cotisations... et des souscriptions. Nous ne bénéficions d'aucun financement de l'État. Le calcul est simple: les dépenses augmentent et les recettes baissent...

Alors si nous voulons, et vous le voulez, maintenir et développer notre intervention, il nous faut collecter 400 000 euros en cette fin d'année. Cela peut sembler énorme, mais si nous sommes plusieurs milliers à verser, on les

aura d'autant plus que ces sommes seront en partie à déduire de vos impôts.

La souscription est donc une tâche militante prioritaire pour toutes et

tous. C'est aussi un geste militant, de solidarité, pour tous nos amiEs, proches, sympathisantEs, ou tout simplement pour toutes celles et ceux qui nous jugent utiles dans les combats contre l'austérité et pour une autre société. Cela n'a pas de valeur mais cela a un prix... Alors toutes et tous à vos cartes bancaires, et à vos chèques!

Par chèque

à l'ordre de «NPA souscription» et à renvoyer à NPA souscription, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Par carte bancaire

<http://souscription.npa2009.org>



Qui sommes-nous?

Le NPA veut regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour la transformation révolutionnaire de la société. Un parti pour le socialisme, écologiste, féministe, internationaliste, démocratique.

Le capitalisme est basé sur la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange, de communication, et sur l'exploitation de la majorité de la population par une classe dominante minoritaire et parasitaire. Il n'est ni amendable ni réformable.

Ce ne sont pas les besoins des populations qui guident la marche de la société mais la recherche du profit. La course à la compétitivité et le productivisme exacerbé accentuent la crise écologique et le désastre social qui entraînent la détérioration des conditions de vie et de travail. Les financiers, les grands patrons, et les politiques à leur service, conduisent le monde dans une impasse: récession économique, chômage, pauvreté, famine... La démocratie est étouffée. La montée des forces réactionnaires, dont les intégrismes religieux, développe les préjugés nationalistes, racistes, sexistes et homophobes, et annonce de nouvelles menaces de guerres contre les peuples.

Pour défendre les acquis, gagner de nouveaux droits, il faut en finir avec la domination des classes capitalistes et des États à leur service, pour construire un socialisme du 21^e siècle. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises, devront être socialisés sous le contrôle des travailleurs et de la population, qui en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. La production et la répartition des richesses pourront alors bénéficier à la société tout entière. Une telle réorganisation de la société nécessite la conquête du pouvoir par le monde du travail, la majorité, qui prendra en charge la marche de la société, la gestion des affaires publiques, instaurant une vraie démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines de la société. Parce que, comme Marx, nous sommes convaincus que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

Pour nous rejoindre, contactez-nous: ecrire@npa2009.org

Les Nôtres

Christian Castro nous a quittés

Christian Castro avait rejoint la LCR en 2005 après la campagne unitaire au sein des collectifs contre le Traité constitutionnel européen. Auparavant il avait milité au sein du PCF pendant des décennies. Il avait été adjoint au maire de Grigny lorsque la gauche avait repris cette mairie dans les années 70...

Au sein de la LCR puis du NPA, il avait pris toute sa place, tout en continuant ses activités dans les Collectifs (fauteurs volontaires, dette, etc.), pour construire – selon ses propres paroles – «la vraie gauche» dans le secteur Givors-Grigny-Vienne,



DR

c'est-à-dire une force pour laquelle recherche de l'unité et radicalité sont deux nécessités indissociables. Il avait porté la parole publique de la LCR puis du NPA comme candidat

dans ce secteur lors des échéances électorales.

Préoccupé par la difficulté du NPA à peser dans la situation, et plus généralement par le recul des travailleurs et du mouvement ouvrier face à l'offensive capitaliste, atteint par un mal foudroyant qui l'a terrassé en quelques mois, il n'a cependant pas varié dans ses convictions, ni dans l'attachement à l'organisation. Il est décédé vendredi 31 octobre.

À sa famille, à ses proches, nous voulons dire notre tristesse et notre affection. À Christian nous dirons seulement: repose en paix, Christian, ton combat continue!

Le Comité NPA Givors-Grigny et le NPA 69

Conseil politique national

La discussion pour le congrès est ouverte



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARC

Le week-end dernier s'est réuni le CPN avec à son ordre du jour une discussion sur la situation politique et, point principal, la préparation du prochain congrès du NPA qui se tiendra du 30 janvier au 1^{er} février 2015. Un autre point s'était invité, la manifestation du 15 novembre à laquelle a été consacrée l'après-midi du samedi, dans la rue...

Le premier point n'était bien évidemment pas sans lien avec la discussion du congrès. Confronté à une stagnation économique dans un monde qui ne sort pas de la crise chronique du capitalisme, le gouvernement PS-Medef pratique la fuite en avant dans une politique exclusivement destinée à alimenter les profits des grands groupes industriels et financiers, et à la violence sociale, il ajoute la violence policière et le mensonge d'État. La mort de Rémi Fraisse, victime de

cette politique, vient souligner la rupture du gouvernement avec la classe ouvrière, la population, la jeunesse. En corollaire, la passivité des organisations du mouvement ouvrier laisse la révolte de la jeunesse sans perspective, le mécontentement et la révolte du monde du travail aussi.

Comprendre et agir

La crise politique mûrit au profit des idées réactionnaires et du Front national, alors qu'à la gauche du PS commence discussions et

tractations autour de ce que le PCF nomme «l'alternative anti-austérité». À travers les mobilisations comme dans notre travail quotidien, il nous faut défendre nos propres perspectives tout en travaillant à construire l'unité pour affronter le gouvernement et sa politique. Cette discussion est au cœur du prochain congrès. Apprécier l'évolution de la crise globale, de la dégradation des relations internationales – nouvelles tensions et guerres –, de l'exacerbation des tensions sociales et politiques en Europe et en France

pour définir notre orientation, nos tâches, sont les objectifs du travail collectif qui commence.

Ce seront les points principaux de notre congrès, avec des discussions plus spécifiques sur notre intervention dans les entreprises et notre activité syndicale, la lutte contre l'extrême droite, la question féministe et la mobilisation autour du sommet climat de décembre 2015. Cinq plateformes se sont constituées. *L'Anticapitaliste* leur ouvrira ses colonnes dès son prochain numéro. **Yvan Lemaître**

Littérature

Une vie en lettres. Correspondance 1903-1950, George Orwell

Choisi, présenté et annoté par Peter Davison. Agone, 2014, 35 euros

Eric Blair alias George Orwell (1903-1950) est un des plus grands écrivains du 20^e siècle. Un des écrivains les plus engagés aussi et ceci jusqu'à son dernier souffle.

Sur son lit de mort, par l'intermédiaire de sa dernière épouse Sonia, il demandait à sa traductrice en français Yvonne Davet d'accélérer la publication en français de son *Hommage à la Catalogne*, ouvrage qui au cinéma inspira Ken Loach en 1995 pour le film *Land and Freedom* et qui connut l'immense succès que l'on sait. On peut lire cette *Vie en lettres* sans rien connaître de l'œuvre d'Orwell, car ce dernier veillait beaucoup à ce que sa correspondance explicite son œuvre ou ses engagements. Ainsi, dans cette lettre du 26 août 1947 à Richard Osborne qui rédigeait une thèse sur le romantisme dans l'engagement, l'auteur de 1984 y révèle le fond de sa pensée politique :

« J'en suis venu à la conclusion que travailler pour le socialisme est un devoir, même si l'on ne se sent pas émotionnellement attiré par lui, parce que la perpétuation des conditions actuelles n'est tout simplement pas tolérable et qu'aucune solution autre qu'une sorte de collectivisme n'est viable... »

70 ans plus tard, les anticapitalistes sont toujours à la recherche de cette « sorte de collectivisme » qui pourrait nous sortir des « conditions actuelles » toujours plus dégradées.

« Se battre les armes à la main »

Cet ouvrage de correspondances trace donc le portrait de l'homme, de son enfance à l'internat et à sa mort. En dépit de sa pudeur, Orwell révèle ses amitiés fidèles, ses amours, relations de travail, réflexions politiques lucides, sans se départir de son grand sens de l'autodérision. La correspondance avec son entourage et avec de simples lecteurs, constitue une véritable autobiographie par lettres. De l'internat de ses 8 ans aux sanatoriums des deux dernières années de sa vie, on le suit dans tous les lieux importants

pour lui : de la Barcelone révolutionnaire aux appartements londoniens sous les bombes, puis dans sa ferme isolée face à la mer à Jura dans les Nouvelles-Hébrides.

« Ce que j'ai vu en Espagne ne m'a pas rendu cynique, mais me fait penser que notre avenir est assez sombre. Il est évident que les gens peuvent se laisser duper par la propagande antifasciste exactement comme ils se sont laissé duper par ce qu'on disait de la courageuse petite Belgique, et quand viendra la guerre ils iront droit dans la gueule du loup. Cependant, je ne suis pas d'accord avec l'attitude pacifiste. Je pense toujours qu'il faut se battre pour le socialisme et contre le fascisme, je veux dire se battre les armes à la main, mais il vaut mieux essayer de savoir qui est quoi. »

Sachant qui était qui, Orwell s'engagea en 1940 dans la « Home Guard » (milice de volontaires organisée par l'État britannique) tandis que ses camarades révolutionnaires de l'Independent Labour Party allaient encore rester de longs mois sur une ligne de « défaitisme révolutionnaire ».

« Les intellectuels qui, en ce moment, montrent que la démocratie et le



fascisme sont la même chose, etc. me dépriment profondément » (lettre du 8 janvier 1940). On ne peut mieux décrire l'alternative marxiste révolutionnaire qui dit que *« l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes et réciproquement »*. Le début de ce 21^e siècle, avec toutes ces guerres complexes, ne rend que plus profonde l'œuvre et la pensée de George Orwell pour qui veut se ranger du côté de la démocratie et du socialisme.

Sylvain Chardon

Théâtre

« 14-19, la mémoire nous joue des tours » Compagnie Jolie Môme

Le nouveau spectacle de la compagnie Jolie Môme fait à sa manière un retour critique sur la guerre de 14 en ce temps du centenaire de la première grande boucherie. Les représentations ne dureront que jusqu'au 21 décembre, autant dire qu'il faut se dépêcher d'y aller.



C'est bien un spectacle « Jolie Môme », où l'on retrouve la patte habituelle de la troupe : une succession de tableaux vivants, de séquences chantées, d'acteurs et actrices virevoltant sur la scène, le tout accompagné par une section musicale particulièrement soutenue par des cuivres en nombre.

De 14 à 19, tout y passe : la montée du militarisme, la mort de Jaurès, la faillite de la social-démocratie, la course à la guerre des puissances impérialistes, la boucherie, la révolution russe et l'écrasement de la révolution allemande, l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg et le fascisme qui vient. Le moment de bravoure, particulièrement réussi, c'est le grand monopoly des puissances qui marchent, qui courent, à la guerre.

Au centre de la pièce, le regard de Sam, une descendante de Jeanne Labourbe, militante communiste auvergnate, qui est allée à Odessa faire campagne auprès des soldats français envoyés par Clemenceau contre la révolution russe. Et la trahison des socialistes qui passent des campagnes anti-guerre internationalistes au ralliement honteux derrière leurs nationalismes respectifs. Cela résonne particulièrement bien avec la situation d'aujourd'hui... « Pas de socialistes au pouvoir sans guerre contre les peuples ! »

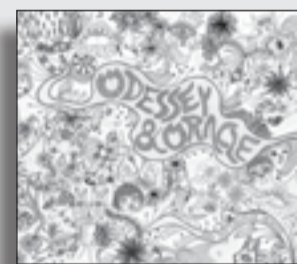
Un spectacle de Jolie Môme ça fait du bien. Par le point de vue, par le parti pris. Par le plaisir que l'on prend. Une forme de revanche. Une sorte de dégrassage de la conscience. Peut-être un peu trop de fumée sur scène, mais presque inévitable dans ce spectacle marqué par le cinquième couplet de *l'Internationale* : « les rois nous saoulaient de fumée... »

JMB
Vendredi / samedi à 20h30 et dimanche à 16h
Théâtre La Belle Étoile
14 rue Saint-Just, Saint-Denis
Réservations conseillées au 01 49 98 39 20
Tarifs 18 et 12 euros.

Musique

Odessey and oracle

La scène underground lyonnaise va bientôt vibrer aux sons de l'univers coloré et étrange d'Odessey and Oracle, qui sort son premier album entièrement autoproduit.



Le groupe emprunte son nom à un album des Zombies sorti en 1968, un groupe de pop psychédélique. Leurs influences musicales sont éclectiques : de la musique expérimentale des années 60 aux musiques

électriques contemporaines en passant par la musique classique, baroque et médiévale. Odessey and Oracle compose une atmosphère insolite où se mélangent viole de gambe et piano électromécanique, violoncelle baroque et guitare dobro, banjo, flûtes anciennes et synthétiseurs analogiques.

Les textes, en anglais, nous transportent dans un monde féérique et cruel, où les licornes côtoient des chats au rouge à lèvres sanglant, un monde onirique et acide dans lequel une petite fille s'est mis en fête de faire la révolution avec un pistolet trouvé dans un parc (dans le morceau *Fixing the World*).

Une étonnante et jolie découverte à écouter et à se procurer pour soutenir ces artistes.

Céline Grisoni

Plus d'infos : <http://www.cartoncartercarton.com/odesseyandoracle>

Essais

L'Algérie au cœur. Révolutionnaires et anticolonialistes à Renault-Billancourt, Clara et Henri Benoits

Syllepse, 2014, 14 euros



La lutte de classes au cœur... Il n'est pas dans la tradition des militantEs du courant trotskiste de faire connaître leur parcours, leurs vies, leurs militantismes. Pour Clara et Henri Benoits, il aura fallu l'obstination de quelques camarades, le soutien de l'éditeur et surtout le travail obstiné de Jean-Claude Vessillier, s'arrachant régulièrement à son Aveyron, pour faire aboutir cette double biographie. Leurs histoires sont à la fois parallèles ou plutôt communes et croisées. Clara comme militante au PCF jusqu'en 1969, sans jamais cacher ses désaccords avec la politique stalinienne, de l'intervention en Hongrie aux trahisons de la cause algérienne jusqu'à Mai 68. Militante féministe, internationaliste, de soutien aux immigréEs, son parcours, commencé à Renault dès 1949, se prolonge avec sa participation à des cours d'alphabétisation. Dès 1943, Henri croise un militant trotskiste, une rencontre qui lui

fournira définitivement son « cadre » politique. Chez Renault, il sera à la fois militant politique, syndical, associatif, internationaliste. Et il poursuit lui aussi son militantisme au NPA et dans le soutien aux immigréEs, avec une participation régulière à la lutte des sans-papiers.

Mais au-delà des parcours différents et de leur vie commune, le point commun de leurs militantismes, c'est leur capacité, leur volonté, d'être au cœur des combats de leur classe, refusant tout sectarisme mais aussi tout compromis dans une période où le stalinisme est hégémonique, sectaire, destructeur. Cela dans un moment où les courants trotskistes éprouvent d'énormes difficultés dans cette traversée du

désert qui ne prendra fin qu'en 68. Si le titre du livre semble par trop centrer le parcours de Clara et d'Henri sur la lutte des AlgérienEs, cette tranche de leurs militantismes est à la fois centrale tout en s'inscrivant dans des parcours bien plus étendus. Marxistes, internationalistes, ils ne sont pas si nombreux à avoir tenu le cap dans cette époque de guerre froide, d'hégémonie stalinienne et de politique « socialiste », déjà colonialiste et amie du patronat.

Deux itinéraires militants dont on regrette, une fois le livre fermé, de ne pas en savoir plus encore. Raison de plus pour participer aux débats et présentations organisés autour du livre.

Robert Pelletier

Les défricheurs. Voyage dans la France qui innove vraiment, Éric Dupin

La Découverte, 2014, 19,50 euros

Journaliste au *Monde diplomatique* et à Slate.fr, Éric Dupin surfe sur une vague très « tendance », celle de l'inventaire des alternatives qui se développent dans la société pour vivre autrement, en marge, en rejetant les diktats du productivisme et du consumérisme.

Les dissidentEs, les militantEs, les écologistes tendance « retour à la terre », les nouveaux paysans, les Colibris, les initiatives locales en tout genre, éducatives, monétaires, spirituelles... sont recensés.

La lecture de cette enquête laisse une sensation de tristesse et de mal de

vivre, résigné malgré tout puisque la plupart de ces expériences sont groupusculaires, individualistes, rejettent toute action politique et prônent les effets de l'essaimage. L'auteur conclut : « Un vrai changement social et écologique passe obligatoirement par un combat politique dont la dimension culturelle est essentielle. Or, sur ce plan, la bataille est à peine engagée. Le modèle consumériste continue de séduire le plus grand nombre. »

Les partis politiques seraient sans doute bien inspirés de ne pas négliger ces expériences, et leur

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h



militantEs pourraient déjà mettre en œuvre dans leur vie ces fonctionnements alternatifs.

Catherine Segala



L'Anticapitaliste | Libre expression

ROYAL MONCEAU

“On a grévé”!

Entretien. Plus d'un mois de grève dans un palace parisien, à deux pas de la place de l'Étoile, ce n'est pas ordinaire. Et le succès des grévistes. **Chafikha**, élue et déléguée syndicale CGT, et **Anaïs**, déléguée du personnel, femmes de chambre toutes les deux, ont répondu à nos questions.

Les lecteurEs de L'Anticapitaliste ne sont pas habitués aux hôtels de prestige... Qu'est-ce qu'un hôtel de prestige comme le Royal Monceau ?

Le Royal Monceau, c'est avant tout 140 «chambres» dont les prix à la nuit vont de 1000 à 25000 euros pour les suites, avec des repas aux prix du même ordre et le brunch à 100 euros. Certaines vedettes du monde du spectacle peuvent ainsi occuper une suite à 15000 euros la nuit pendant un mois, ou tel chef d'État ou d'émirat, une semaine dans une suite à 25000 euros. Pour assurer tout cela, nous sommes près de 400 salariéEs, la plupart en CDI, auxquels viennent s'ajouter quelques CDD, intérimaires et surtout des extras en période haute, dont près de la moitié de femmes. Les métiers sont multiples, depuis les femmes de chambre jusqu'aux voituriers, en passant par les équipiers, les gouvernantes, les cuisiniers, vitriers, etc. Nos salaires vont de 1200 euros à 1800 euros net, sans les primes – importantes – qui existent dans les autres hôtels de prestige.

Le propriétaire est Katara, un fonds d'investissement qatari qui possède également, entre autres, les hôtels Peninsula à Paris et Carlton à Cannes. Le chiffre d'affaires de 46,5 millions d'euros a progressé de 20% de 2013 à 2014 alors que la masse salariale était en baisse de 10% par rapport au chiffre d'affaires.

Les conditions de travail ?

Tous les postes sont durs. Il faut de la productivité : nombre de lits, de chambres, de repas, toujours en augmentation, entretien de tous les lieux, cela sans les effectifs nécessaires, sans remplacement des absentEs. Les déménagements et aménagements constants imposent transport de charges et travail rapide et discret. Il faut aussi avoir le contact avec des clients exigeants à la hauteur de leurs moyens : «sourire excellence» et «attention aux clients» sont les mots d'ordre quotidiens. On est bien vu si on parle anglais ou d'autres langues... mais ça ne donne aucune contrepartie en matière de salaires...



Chafikha à la tribune du meeting du NPA jeudi dernier. PHOTO:THÈQUE ROUGE/MILO

C'est lors de notre soutien à la lutte des salariéEs de l'hôtel Park Hyatt que nous est venue l'idée que, nous aussi, on pouvait se rebeller, se bagarrer, faire grève.

Comment a démarré votre lutte ?

C'est lors de notre soutien à la lutte – et à la victoire – des salariéEs de l'hôtel Park Hyatt que nous est venue l'idée que, nous aussi, on pouvait se rebeller, se bagarrer, faire grève. Depuis la réouverture de l'hôtel, tous les salariéEs se sont totalement investis dans la mise en route de l'hôtel. Mais la direction refusait toujours de répondre à nos revendications. En guise de dialogue social, c'était «on verra plus tard»... Aucune reconnaissance de notre travail, de l'engagement des salariéEs pour que l'hôtel soit à la hauteur de son prestige. La reconnaissance devait passer par les challenges à l'américaine, l'employé du mois, des choses qui ne cherchent qu'à diviser les salariéEs, à les mettre en compétition. Alors «on a grévé»!

36 jours de grève, c'est dur, dur ?

Bien sûr parce que cela veut dire plus d'un mois dehors, qu'il pleuve, qu'il fasse froid... C'est aussi plus

d'un mois sans salaires pour des salariéEs ayant déjà des petits salaires, donc déjà des difficultés en temps ordinaire. Avec en plus des familles monoparentales, pour lesquelles c'est vraiment la galère. De plus, on subit les pressions des petitEs chefs, les menaces : Paris, c'est petit, les grévistes ne trouveront plus jamais de boulot... La direction a tenté de nous faire remplacer par des extras. Il a fallu que nous allions en justice et heureusement, nous avons gagné, même si la direction a fait appel. Mais ils n'ont obtenu que l'obligation pour nous de faire moins de bruit dans la rue, devant l'hôtel. Pendant quinze jours, la direction a refusé toute négociation. Ils espéraient qu'on lâcherait sans avoir rien gagné. Ils comptaient sur notre isolement, notre fatigue. Mais on n'a rien lâché. Au bout de quinze jours, ils ont proposé des miettes, quasiment rien sur les salaires. Alors, on a continué. Cela a même renforcé notre détermination. Mais nous avons aussi eu beaucoup de soutiens. Chaque semaine lors de rassemblements «trop bruyants» devant l'hôtel, des représentantEs de dizaines d'hôtels, de grands magasins, de restaurants étaient présents, toujours plus nombreux. Les rassemblements se sont transformés en manifestations qui par bonheur passaient devant l'ambassade du Qatar... Les organisations syndicales CGT et Solidaires étaient

régulièrement présentes, ainsi que l'association Femmes Solidaires. Du côté politique, il y avait le NPA, le PCF et le Front de gauche, et des éluEs de la ville de Paris.

Et vous avez gagné !

L'accord de fin de conflit prévoit des augmentations de salaires jusqu'à plus 100 euros brut par mois pour certaines catégories de personnel. Cela correspond à un alignement sur la grille qui existe dans les hôtels de prestige. En pratique, ce sont surtout les salariéEs qui ont fait grève et ceux de leurs services qui bénéficient de ces augmentations. Une prime annuelle de 150 euros brut pour les équipiers qui démenagent les meubles, 6,50 euros brut par lit supplémentaire pour les femmes de chambre, la prise en charge à 60% de la mutuelle, contre 50% auparavant. Enfin, l'engagement à remplacer tous les salariéEs absents pendant la saison haute. La direction s'est aussi engagée à acheter du matériel qui faisait cruellement défaut aux employés. Et dès lundi dernier, nous sommes allées dans un salon spécialisé pour choisir ce matériel.

L'ambiance après la grève ?

L'ambiance a toujours été super. La solidarité entre les grévistes était grande bien sûr, mais de nombreux non-grévistes venaient nous encourager même s'ils n'osaient pas nous rejoindre. Problèmes d'argent, pressions de la hiérarchie, statuts précaires, etc. La reprise s'est bien passée. Nous avons approuvé tous ensemble le protocole proposé par les syndicats. La direction a tenté de faire croire que la CGT avait décidé que les non-grévistes n'avaient pas d'augmentation. On a mis les choses au point en assemblée générale. Depuis, la direction et les petits chefs sont méfiants... et nous aussi. Pas question que cela redevienne comme avant la grève. L'after-grève, c'est surtout un suivi constant, notamment dans les services où syndicalement nous ne sommes pas très présents pour interdire les représailles. Dès qu'un salariéE nous informe de difficultés, nous intervenons auprès de la direction. Celle-ci ne cache pas qu'elle s'est gardé une marge de manœuvre sur les salaires en prévision des négociations salariales à venir.

Propos recueillis par Robert Pelletier

La solidarité entre les grévistes était grande bien sûr, mais de nombreux non-grévistes venaient nous encourager même s'ils n'osaient pas nous rejoindre.

Vu ailleurs

LUTOPIK LA TERRE À CEUX QUI LA TRAVAILLENT. Dans

les années 1970, Marinaleda, dans la province de Séville, en Espagne, était un village en ruine, dont la population majoritairement au chômage devait vivre dans des conditions particulièrement difficiles. À la fin de la dictature de Franco en 1975, ses habitants commencent à se réunir pour débattre des conditions de vie dans le village et des injustices sociales auxquelles ils sont confrontés, comme l'ensemble des journaliers d'Andalousie. Afin de donner plus d'ampleur et de reconnaissance à leur regroupement social, ils créent alors le Syndicat des ouvriers agricoles (SOA). [...] Pour les Marinalediens, la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent. Ils décident alors, dès le début des années 80, d'occuper une exploitation agricole de 1200 hectares nommée el Humoso, appartenant au Duc de l'Infantado, grand propriétaire de 17000 ha au total. Les Marinalediens occuperont el Humoso pendant presque dix années, au cours desquelles ils mènent en parallèle de nombreuses actions. [...] Le gouvernement andalou exproprie et rachète les 1200 ha du domaine du Duc, pour les donner au village de Marinaleda, qui en fait une parcelle agricole collective. En 1999, les Marinalediens développent leur économie, que l'on peut qualifier de sociale et solidaire, en créant une usine de conditionnement des produits agricoles, elle aussi gérée par le biais d'une coopérative. [...] Les Marinalediens tentent de gérer leurs activités selon un principe fondamental : essayer d'améliorer toujours plus les conditions de travail des ouvriers et offrir le plus d'emplois possible aux villageois. [...] C'est en 1979 que les villageois décident de s'attaquer à la mairie. Estimant que le pouvoir politique ne les représente pas et ne répond pas à leurs attentes, ils décident de se présenter aux premières élections municipales libres depuis la fin de la dictature. Ils créent alors le Collectif unitaire des travailleurs (CUT), encore au pouvoir 35 ans après, et décident lors d'une assemblée générale du groupe de personnes qui les représentera. Le CUT, mené par Juan Manuel Sánchez Gordillo, gagne la mairie avec 77,31% des voix contre l'Union du centre démocratique (UCD), et instaure une démocratie participative. [...] Une autre particularité du système politique de Marinaleda est que la mairie fonctionne en coopération avec le Syndicat des ouvriers agricoles créé en 1977, renommé depuis 2007 Syndicat andalou des travailleurs (SAT). C'est cette coopération entre le peuple, le syndicat et la mairie qui a permis au village d'avoir un poids important lors des mobilisations et de ses revendications.

«Marinaleda, la transmission d'une utopie», site du magazine Lutopik – <http://www.lutopik.com/article/marinaleda-transmission-utopie>

S'abonner à L'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €
			<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org